MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

RAPPORT DE MILIEU D'ANNEE 2020

Loi n° 2019-46 du 27 décembre 2019 portant loi de finances pour la gestion 2020

Septembre 2020

Sommaire

Introduction 1
I. BREF APERCU DE LA SITUATION ECONOMIQUE DU BENIN AU PREMIER SEMESTRE 2020 2
A. Situation de l'indice global du chiffre d'affaires 2
B. Situation de la production industrielle 3
C. Situation des prix 3
D. Prévisions macroéconomiques actualisées pour l'année 2020 4
E. Discussion narrative des écarts de prévisions 5
II. ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RECETTES AU 30 JUIN DU BUDGET DE L'ETAT POUR LA GESTION 2020 7
A. Présentation des recettes fiscales et justification des écarts de réalisation.. 7
1. Réalisation des recettes fiscales brutes 7
2. Discussion narrative des écarts de réalisation des recettes fiscales par régie.... 8
B. Présentation des recettes non fiscales et justification des écarts de réalisation 9
1. Réalisation de recettes non fiscales 10
2. Discussion narrative des écarts de réalisation des recettes non fiscales.... 10
C. Présentation des autres recettes budgétaires et justification des écarts de réalisation 11
1. Réalisation des autres recettes budgétaires 11
2. Discussion narrative des écarts de réalisation des autres recettes budgétaires. 12
III. Exécution des dépenses de l'Etat au 30 juin 2020 13
A. Situation d'exécution des dépenses du budget de l'Etat 13
1. Dépenses ordinaires 13
2. Discussions narratives sur l'exécution des dépenses ordinaires 14
3. Dépenses d'investissement 16
4. Discussion narrative sur l'exécution des dépenses d'investissement 16
B. Situation d'exécution des charges de pension et des dépenses de fonctionnement du FNRB 16
C. Situation d'exécution des dépenses des comptes d'affectation spéciale 17
D. Point sur les mouvements de crédits (réaffectation des fonds entre unités administratives) 18
IV. SOLDE D'EXECUTION DU BUDGET ET SITUATION D'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE 20
A. Déficit budgétaire 20
B. Point sur les remboursements de la dette publique antérieure (charges de trésorerie) 20
C. Nouveaux emprunts publics pour le financement du déficit et la couverture des charges de trésorerie 21
1. Discussion narrative sur les nouveaux emprunts à fin juin 2020..... 21
V. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE 23

A. Encours de la dette et sa composition 23
B. Service assuré de la dette publique 26
C. Point des nouveaux engagements 26
D. Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique et les caractéristiques du portefeuille des titres publics 28
1. Indicateurs du volume de la dette publique 28
2. Evaluation du coût de la dette 28
3. Exposition au risque de refinancement 28
4. Exposition au risque de taux d'intérêt 29
5. Exposition au risque de taux de change 29

E. Passifs contingents : Garantie souveraine émise par l'Etat 30
F. Caractéristiques du portefeuille des titres publics 30
VI. PRESENTATION DU NIVEAU D'EXECUTION DES DEPENSES PAR CLASSIFICATION 31
A. Classification administrative et économique 31
B. Classification fonctionnelle 34
VII. NIVEAU D'EXECUTION DES POLITIQUES PUBLIQUES EN COURS DANS LES MINISTERES AU 30 JUIN 2020 (GRANDES REALISATIONS PHYSIQUES). 35
VIII. ESTIMATIONS D'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2020..... 52
A. Estimations des recettes du budget de l'Etat à fin décembre 2020 52
B. Estimation des dépenses du budget de l'Etat à fin décembre 2020 52
CONCLUSION..... 55

Liste des tableaux

Tableau n°1 : Indice global du chiffre d'affaires au premier semestre 2020 2
Tableau n°2 : Evolution de l'indice de la production industrielle au premier semestre 2020 3
Tableau n°3 : Prévisions macroéconomiques ajustées pour l'année 2020 4
Tableau n°4 : Croissances sectorielles sur la période 2016-2020 (en %) 5
Tableau n°5 : Niveau de réalisation des recettes fiscales au 30 juin 2020 (en millions de FCFA) 8
Tableau n°6 : Réalisation des recettes non fiscales au 30 juin 2020 (en millions de FCFA) 10
Tableau n°8 : Exécution des dépenses ordinaires à fin juin 2020 (en millions de FCFA) 14
Tableau n°9 : Exécution des dépenses d'investissement à fin juin 2020 (en millions de FCFA) 16
Tableau n°10 : Synthèse des réaffectations de fonds entre unités administratives à fin juin 2020 (en FCFA) 18
Tableau n°11 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin juin 2020 (en millions de FCFA) 20
Tableau n°12 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature à fin juin 2020 (en millions de FCFA) 21
Tableau n°13 : Encours de la dette (en millions de FCFA) et taux d'endettement public à fin juin 2020 25
Tableau n°14 : Service assuré de la dette publique au 30 juin 2020 (en millions de FCFA) 26
Tableau n°15 : Point des nouveaux engagements en devises au 30 juin 2020 (en millions de FCFA) 27
Tableau n°16 : Point des nouveaux engagements en monnaie locale au 30 juin 2020 (en millions de FCFA) 28
Tableau n°17 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique au 30 juin 2020 29
Tableau n°18 : Caractéristiques du portefeuille des titres publics au 30 juin 2020 30
Tableau n°19 : Classification administrative des dépenses au 30 juin 2020 (en millions de FCFA) 32
Tableau n°20 : Présentation de l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2020 à fin juin par fonction (en millions de FCFA) 34
Tableau n°22 : Estimation des recettes budgétaires au 31 décembre 2020 (en millions de FCFA) 52
Tableau n°23 : Estimation des dépenses budgétaires au 31 décembre 2020 (en millions de FCFA) 53

Introduction

L'élaboration et la publication de la revue de milieu d'année s'inscrit également dans une culture de transparence et de rétro-information vis-à-vis des citoyens, contribuables et partenaires au développement sur l'exécution à mi-parcours de la loi de finances. En effet, l'examen de l'exécution du budget au titre du premier semestre de l'année budgétaire vise à satisfaire le public sur ses nombreuses attentes en termes de mise en œuvre efficace des politiques publiques conçues et adoptées en début d'année pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Par ailleurs, elle permet d'identifier les problèmes de gestion budgétaire et de proposer des ajustements nécessaires aux fins de garantir l'utilisation efficace des ressources publiques et, *in fine*, l'atteinte des objectifs de politique économique et sociale en fin de gestion.

La revue de milieu d'année de l'exécution de la loi de finances pour la gestion 2020 comprend huit (08) principaux points regroupés en sections.

La section n°1 présente la situation de l'économie par rapport aux prévisions macroéconomiques de départ et les prévisions actualisées pour le reste de l'année.
La section n°2 présente et analyse le niveau de réalisation des différentes recettes (impôts, droits et taxes, etc.) du budget de l'Etat en comparaison aux prévisions semestrielles.
La section n°3 présente et fournit des explications sur l'exécution à mi-parcours des dépenses publiques tout en mettant en relief les modifications enregistrées en milieu d'année dans les budgets des administrations publiques.
La section n°4 présente le déficit budgétaire et fait un point commenté des nouveaux engagements financiers de l'Etat pour couvrir le déficit et assurer le remboursement d'une partie des dettes programmées pour la période sous revue.
La section n°5 regorge des informations nécessaires sur la dette publique, sa composition et les indicateurs clés du portefeuille de la dette publique (dette intérieure et extérieure) à fin juin 2020.
La section n°6 se consacre à la présentation des dépenses de l'Etat suivant les quatre (04) classifications internationales (administrative, économique, programmatique et fonctionnelle).
La section n°7 renseigne sur l'exécution des politiques publiques et l'atteinte des objectifs de performance des ministères (synthèse des grandes réalisations et niveau des indicateurs de performance des programmes budgétaires).
La section n°8 est consacrée aux estimations de l'exécution du budget de l'Etat (recettes et dépenses de l'Etat) au 31 décembre 2020, en considération de la situation d'exécution au titre du premier semestre 2020.

I. BREF APERCU DE LA SITUATION ECONOMIQUE DU BENIN AU PREMIER SEMESTRE 2020

Cette partie de la revue de milieu d'année 2020 présente la situation de l'activité économique au Bénin sur la période sous-revue. Elle met en évidence l'évolution du chiffre d'affaires et de la production industrielle dans les différentes branches d'activités, le niveau général des prix et les prévisions macroéconomiques actualisées

A. Situation de l'indice global du chiffre d'affaires

A fin juin 2019, l'activité économique dans les grandes entreprises au cours du deuxième trimestre 2019, mesurée à travers l'indice du chiffre d'affaires (ICA), indique une amélioration de l'activité économique en variation trimestrielle et en glissement annuel de 7,7% et de 11,7% respectivement. L'amélioration ainsi notée est tirée en partie par le développement des activités dans les branches : **(i)** Bâtiments et travaux publics (+143,1%) ; **(ii)** Commerce (+3,1%) ; **(iii)** Assurances (22,0%) ; etc. La bonne tenue des affaires dans les branches construction s'expliquerait, entre autres, par la réalisation effective des voies secondaires des grandes villes du Bénin (mise en œuvre du projet asphaltage, construction, etc.).

Tableau n°1 : Indice global du chiffre d'affaires au premier semestre 2019

	Deuxième Trimestre 2018	Premier Trimestre 2019	Deuxième Trimestre 2019	Variation (%)	Glissement annuel (%)
Agriculture, Pêche et Élevage	75,6	85,8	93,9	9,5	24,2
Activités extractives	135,8	149,4	65,2	-56,3	-52,0
Activités de fabrication	111,8	105,1	110,5	5,1	-1,2
Production et distribution d'électricité	87,0	142,1	127,7	-10,1	46,8
Construction (BTP)	116,6	156,4	380,1	143,1	225,9
Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	100,9	113,8	117,3	3,1	16,3
Transports, activités des auxiliaires de transport et communications	104,9	94,0	94,9	1,0	-9,6
Banques	116,7	198,9	170,3	-14,4	45,9
Assurances	222,0	254,8	310,7	22,0	39,9
Hôtels et restaurants	92,4	89,0	92,1	3,4	-0,3
Immobilier, locations et services aux entreprises	130,4	129,2	156,6	21,2	20,1
Activités de santé et d'action sociale	95,2	108,9	89,0	-18,3	-6,5
Activités à caractère collectif ou personnel	126,2	105,7	109,7	3,8	-13,1
INDICE GLOBAL	106,6	110,6	119,1	7,7	11,7

Source : DPC/DGAE, août 2019

B. Situation de la production industrielle

Au premier trimestre 2019[1], l'**Indice Harmonisé de la Production Industrielle** a globalement enregistré une hausse de 8,5% en comparaison à la même période de l'année 2018. Cette performance est en liaison notamment avec la conjoncture économique dans les branches d'industries extractives (2,1%) et alimentaires (4,4%), de l'énergie (7,0%) ainsi que des autres industries (15,5%).

Le niveau de production plus important dans la branche de l'énergie fait suite à la réhabilitation de petites centrales électriques à Natitingou, Parakou et Porto-Novo pour une capacité de 30 MW. La dynamique observée par rapport aux autres industries manufacturières provient de la fabrication plus accrue du Fer à béton (+65,2%) et de ciment (+8,6%) en lien avec la mise en œuvre des projets phares du PAG.

Par rapport au dernier trimestre de 2018, le niveau global de la production industrielle a progressé de 12,8% en liaison avec les performances de toutes les branches.

Tableau n°2 : Evolution de l'indice de la production industrielle au premier semestre 2019

	Premier Trimestre 2018	Quatrième Trimestre 2018	Premier Trimestre 2019	Variation (%)	Glissement annuel (%)
Industrie extractive	104,4	95,5	106,6	11,6	2,1
Industrie alimentaire	118,8	105,2	124	17,9	4,4
Industrie textile	71,5	65,1	70,8	8,8	-1,0
Industrie chimique	160,1	92,7	144,4	55,8	-9,8
Energie	232,6	229,9	248,9	8,3	7,0
Autres industries	113	115,7	130,5	12,8	15,5
INDICE GLOBAL	**146,5**	**140,9**	**159**	**12,8**	**8,5**

Source : INSAE, mai 2019

C. Situation des prix

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) du mois de juin 2019 est ressorti à 100,5 contre 102,3 au mois de mai 2019, soit une baisse de 1,8%. Cette diminution provient principalement des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées « (6,6%) et « boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants » (1,1%).

Le taux d'inflation au niveau national en juin 2019, mesuré par l'indicateur de convergence de l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA), situe l'évolution des prix à **-0,2%** contre 0,4% au mois précédent, l'inscrivant ainsi largement au-dessous de plafond de 3,0% prévu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein des Etats membres.

[1] Les données du deuxième trimestre 2019 ne sont pas encore disponibles.

D. Prévisions macroéconomiques actualisées pour l'année 2020

L'année 2020 est marquée, depuis le janvier, par l'une des pires crises sanitaires de l'histoire du monde, la pandémie de la COVID-19. Cette crise sanitaire s'est transformée en une crise économique et sociale, engendrant une grave récession des économies régionales et mondiales.

Au plan national, l'activité économique enregistre déjà les effets négatifs de cette crise à tel point que l'accélération notée de la croissance depuis 2016 (5,7% en 2017, 6,7% en 2018 et 6,9% en 2019) serait ralentie.

En effet, tenant compte de l'évolution de la conjoncture au cours de ces six (06) premiers mois de l'année 2020 et pour le reste de l'année tant au plan sous-régional qu'international, la croissance économique nationale est révisée à la baisse et devrait se situer à 3,5% contre une prévision initiale de 7,6%.

Les principales hypothèses macroéconomiques initiales et leurs estimations révisées pour l'année 2020 sont consignées dans le tableau ci-après :

Tableau n°3 : Prévisions macroéconomiques ajustées pour l'année 2020

Agrégats macro-économiques	2017	2018	2019	Prévisions initiales 2020[2] (A)	Prévisions actualisées 2020[3] (B)	Ecart (B)-(A)
Taux de croissance (%)	**5,7**	**6,7**	**6,9**	**7,6**	**3,5**	**-4,1**
Taux d'inflation (%)	1,8	0,8	-0,9	0,6	1,7	**+1,1**
Balance commerciale en % du PIB	-5,5	-5,8	-5,6	-7,1	-4,9	**+2,2**
Balance courante en % du PIB (-=déficit)	-4,2	-4,6	-4,7	-6,3	-3,9	**+2,4**
Balance globale en % du PIB	-1,6	2,5	0,5	0,5	0,3	**-0,2**
Investissement en % du PIB	24,0	26,4	25,6	28,2	24,0	**-4,2**
Investissement public en % du PIB	*6,7*	*5,6*	*3,9*	5,5	*5,9*	**0,4**
Encours de la dette publique en % du PIB	39,7	41,1	41,2	38,7	42,7	**+4,0**
Ratio du solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-4,3	-2,9	-0,5	-1,8	-3,0	**-1,2**
Taux de pression fiscale	9,7	10,3	10,6	11,2	11,5	**+0,3**

[2] Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2020-2022 (Annexe), décembre 2019 https://budgetbenin.bj/wp-content/uploads/2020/04/Annexes-au-DPBEP-2020-2022.pdf (pages 31 et 32)

[3] Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2021-2023 (Annexe), mai 2020 https://budgetbenin.bj/wp-content/uploads/2020/06/DPBEP_2021-2023_ANNEXES.pdf (pages 49 et 50)

Tableau n°4 : Croissances sectorielles sur la période 2016-2020 (en %)

	2016	2017	2018	2019	2020
Secteur Primaire	**9,0**	**7,6**	**7,3**	**5,2**	**4,5**
Agriculture	11,0	8,7	8,7	4,9	4,8
Elevage et chasse	3,3	7,6	5,0	7,9	5,0
Pêche, sylviculture et exploitation forestière	1,3	-1,3	-1,0	2,9	1,0
Secteur Secondaire	**0,9**	**0,5**	**4,8**	**13,6**	**6,5**
Activités Extractives	2,4	0,2	10,4	13,2	6,0
Industrie Agro-alimentaire	4,5	2,0	5,8	8,7	4,7
Autres Industries manufacturières	10,0	-4,9	0,1	16,3	5,5
Electricité et eau	-40,5	4,3	3,2	10,3	18,0
BTP	0,6	2,2	7,0	19,1	8,0
Secteur Tertiaire	**1,9**	**5,5**	**5,7**	**5,2**	**2,1**
Commerce	9,4	2,1	4,7	2,5	-2,0
Restaurants et hôtels	-12,2	3,5	5,0	9,5	2,0
Transports	6,5	6,9	6,0	4,7	-1,7
Postes et télécommunications	-5,1	6,0	5,0	4,9	8,0
Banques et organismes financiers	10,9	2,7	2,0	3,4	6,0
Administration publique et sécurité sociale	-6,7	7,0	6,0	5,8	3,5
Education	-11,6	8,0	7,0	5,9	3,2
Santé et actions sociales	-15,9	8,0	7,0	9,7	60,0
Autres services	9,3	8,0	7,0	7,6	1,9
Impôts et taxes nets des subventions	**-1,1**	**11,0**	**14,0**	**10,1**	**2,5**
TOTAL PIB	**3,3**	**5,7**	**6,7**	**6,9**	**3,5**

Source : DPC/DGAE, juin 2020

E. Discussion narrative des écarts de prévisions

Au regard de l'évolution de la conjoncture aux plans international et sous-régional, **le taux de croissance a été révisé à 3,5% contre une prévision initiale de 7,6%, soit un repli projeté de 4,1%.** Cette décélération anticipée du rythme de création de la richesse nationale est principalement le fait de la pandémie du coronavirus qui a induit un double choc sur l'offre et la demande mondiales.

Bien qu'en ralentissement, le taux de croissance de l'économie en 2020 serait le plus fort de l'UEMOA[4], soutenu par : i) le dynamisme de la production agricole, aussi bien au niveau des cultures vivrières que du coton ; ii) la hausse des activités d'égrenage de coton en lien avec l'augmentation de la production de coton au cours de la campagne 2019/2020 ; iii) la bonne tendance des activités de transformation

[4] *FMI, Perspective de l'Economie Régionale, Afrique Subsaharienne, avril 2020.*

artisanale, en lien avec la hausse de la production agricole ; iv) les effets induits sur l'économie de la mise en service, au troisième trimestre 2019, de la nouvelle centrale électrique de Maria-Gléta2 ; v) la hausse attendue des activités dans le secteur des télécommunications. Par ailleurs, l'année 2020 devrait également connaître le démarrage effectif des travaux de construction du pipeline Bénin-Niger.

En ce qui concerne **la balance des paiements**, il est attendu une baisse aussi bien des exportations que des importations. Les exportations de biens et services s'établiraient à 21,3% du PIB en 2020 contre 21,9% du PIB en 2019, tandis que les importations ressortiraient à 26,4% du PIB contre 27,5% en 2019. Il en découle un solde courant qui resterait déficitaire à -3,9% du PIB en 2020 contre -4,7% du PIB l'année précédente. A l'instar de 2019, ce déficit sera totalement couvert par le concours des capitaux étrangers. **En définitive, le solde global de la balance des paiements en pourcentage du PIB, ressortirait excédentaire à +0,3% en 2020 contre une prévision initiale de +0,5%** et une estimation de +0,5% en 2019.

II. ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RECETTES AU 30 JUIN DU BUDGET DE L'ETAT POUR LA GESTION 2020

A. Présentation des recettes fiscales et justification des écarts de réalisation

Les ressources du budget de l'Etat sont composées de grandes sources à savoir : recettes fiscales (taxes sur le commerce extérieur, fiscalité directe et indirecte) et recettes non fiscales. Ces ressources proviennent des recettes : **(i)** des administrations financières (Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Direction Générale des Impôts et Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique) et de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier ; **(ii)** du Fonds National des Retraites du Bénin et des autres budgets ; **(iii)** des comptes d'affectation spéciale ; et, **(iv)** des autres recettes (dons budgétaires, et fonds de concours et recettes assimilées).

A fin juin 2020, les recettes budgétaires recouvrées s'élèvent à **575 408,7 millions de FCFA** sur une prévision semestrielle de 620 203 millions de FCFA**,** ce qui correspond à un taux de réalisation de **92,8%**. En comparaison aux prévisions annuelles qui sont de 1 333 000 millions de FCFA, le niveau de mobilisation des recettes du budget de l'Etat atteint 43,2%.

Bien qu'étant en deçà de l'objectif semestriel de **7,2 points de pourcentage**, le volume des recettes mobilisées affiche une progression de +19 875,3 millions de FCFA par rapport aux réalisations à fin juin 2019. Cette bonne performance enregistrée est le fruit des nombreuses réformes engagées depuis 2016 au niveau des services de collectes des impôts et taxes dont la poursuite de la simplification des procédures de paiement d'impôts et taxes, de l'expérimentation de facturation électronique demandée aux entreprises et du renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

Cette bonne tendance du niveau de mobilisation des recettes budgétaires, si elle se poursuivait, atteindrait un taux de **93,2%** des prévisions annuelles à fin décembre 2020, soit une réalisation attendue de **1 242 103 millions de FCFA.**

Le détail sur les niveaux de réalisation, par composante de recettes du budget de l'Etat au 30 juin 2020, se présente ci-après :

1. Réalisation des recettes fiscales brutes

Les réalisations de recettes fiscales du budget de l'Etat pour la gestion 2020 atteignent **462 420,6 millions de FCFA à fin juin 2020,** soit un taux de mobilisation de **93,8%** de l'objectif semestriel de 493 043 millions de FCFA. **Par rapport aux prévisions annuelles de** 1 042 600 millions de FCFA, le taux de recouvrement est de 44,4%.

La contreperformance observée dans la mobilisation des recettes fiscales (**écart négatif de 6,2 points de pourcentage par rapport à la prévision semestrielle**) est due au faible de niveau de recouvrement des taxes et droits de douane.

Le bordereau de développement de ces recettes par régie et par principale source pour la période sous revue est présenté dans le tableau ci-après :

Tableau n°5 : Niveau de réalisation des recettes fiscales au 30 juin 2020 (en millions de FCFA)

Nature des recettes budgétaires	2020				Ecarts (B)-(A)
	Prév. Annuelle	Prév. au 30 juin (A)	Réal. au 30 juin (B)	Taux (%)	
Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)					
I- Recettes fiscales	**451 400**	**210 842**	**158 016,0**	**74,9**	**-52 825,8**
1- Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services (taxes sur valeur ajoutée-TVA)	195 134	91 144	76 798,0	84,3	-14 346,0
2- Droits et taxes à l'importation *(Droit de douane, redevance informatique, taxe sur la circulation des véhicules, taxe hydrocarbures, redevance statistique, ajustement, sécurité et assainissement, etc.)*	212 301	99 162	63 966,0	64,5	-35 196,4
3- Droits et taxes à l'exportation (*Taxe spécifique réexportation, contribution à la recherche agricole, etc.)*	11 476	5 360	7 720,0	144,0	2 359,7
4- Autres recettes fiscales (*Redevance d'aménagement urbain et de sécurisation de corridor, Taxe statistique, Taxe sur la pollution /éco taxe, Taxe spécifique ciment, etc.)*	32 489	15 175	9 532,0	62,8	-5 643,1
II-Recettes non fiscales (Produits vente douane, amendes et confiscations douanières brute, etc.)	6 100	2 849	2 267,0	79,6	-582,2
Total DGDDI	**457 500**	**213 691**	**160 283,0**	**75,0**	**-53 408,0**
Direction Générale des Impôts (DGI)					
1- Impôts sur les Revenus Non Salariaux	182 640	87 181	111 517,3	127,9	24 336,7
2- Impôts sur les Revenus Salariaux	83 671	39 939	42 707,1	106,9	2 768,1
3- Impôts sur les Biens et Services	311 389	148 637	143 657,4	96,6	-4 979,9
4- Impôts sur la Propriété	9 078	4 333	4 100,7	94,6	-232,6
5- Autres Recettes Fiscales	4 422	2 111	2 422,1	114,7	311,3
Total DGI	**591 200**	**282 201**	**304 404,6**	**107,9**	**22 203,6**
Total recettes DGDDI+DGI	**1 048 700**	**495 892**	**464 687,6**	**93,7**	**-31 204,4**
Total recettes fiscales brutes	**1 042 600**	**493 043**	**462 420,6**	**93,8**	**-30 622,2**

Source : DGB/MEF, août 2020.

2. Discussion narrative des écarts de réalisation des recettes fiscales par régie

Au niveau de la fiscalité de porte, le niveau de collecte des recettes des douanes est en dessous des attentes au titre du premier semestre 2020 d'un montant de 53 408 millions, soit un **écart de 25 points de pourcentage.** Cette

contreperformance est liée à plusieurs facteurs explicatifs, notamment la crise sanitaire de la COVID-19 et le maintien par les autorités nigérianes de la décision de fermeture des frontières avec les pays voisins dont le Bénin.
En effet, les droits de douane et la taxe sur la valeur ajoutée ont connu, en glissement annuel, une baisse de 30,4% et 13,5%. Il en est de même pour certains produits de recettes qui font régulièrement objet de commerce comme le riz, les viandes et abats, les huiles de palme, le sucre, la friperie, etc.
*Au regard de ces éléments de baisse de performance, la Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects envisage de procéder à : **(i)** une meilleure prise en charge des marchandises au niveau de toutes les frontières ; **(ii)** la mise en place de mesures incitatives au profit des opérateurs économiques ; **(iii)** la régularisation des dossiers relatifs aux enlèvements directs ; **(iv)** la mise en consommation de toutes les marchandises en entrepôt dont le délai dépasse celui réglementaire de deux (02) ans au maximum ; **(v)** l'amélioration des contrôles de cohérence au niveau des avis sur valeur en douane (AVD) ; **(vi)** la réexportation des marchandises en admission temporaire hors délai ; etc.*

Au niveau de l'administration des impôts, l'écart positif de **22 203,6 millions de FCFA** par rapport à la prévision semestrielle est le reflet de plusieurs réformes fiscales engagées et renforcées depuis 2016 à savoir : la mise en place d'un système de suivi des déclarations des entreprises, la mise en exploitation de la plateforme d'échanges de données entre les services de la douane et des impôts, l'installation des Machines Electroniques Certifiées de Facturation et l'opérationnalisation des téléprocédures.

Les effets conjugués de l'ensemble des réformes sont traduits par l'amélioration du profil de plusieurs produits de recettes comme : **(i)** l'impôt sur la propriété (+120,3%) en raison de la levée de la mesure d'enregistrement gratis des mutations de biens meubles et immeubles au titre de la gestion 2020 ; **(ii)** l'impôt sur les revenus non salariaux (+50,7%) ; **(iii)** l'impôt sur les sociétés (+22,5%) du fait de l'importante mobilisation des restes à recouvrer au titre des années antérieures et de l'impact positif de la hausse de 0,25% du taux de l'impôt minimum forfaitaire contenue dans la loi de finances 2020 ; **(iv)** l'impôt sur les biens et services (+11,2%) grâce à une forte mobilisation de la taxe spécifique unique sur les produits pétroliers (+469,8%) et la TVA intérieure (+7,6%).

B. Présentation des recettes non fiscales et justification des écarts de réalisation

Les recettes non fiscales sont constituées des recettes de l'administration du Trésor et des produits issus des services de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF), de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA), du Fonds Routier (FR) et du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB).

Le niveau détaillé de recouvrement des recettes non fiscales ainsi que l'analyse des performances notées sont présentés comme ci-après :

1. Réalisation de recettes non fiscales

A fin juin 2020, les recettes non fiscales mobilisées atteignent **76 206,9 millions de FCFA** sur un objectif semestriel de 93 099 millions de FCFA, soit un taux de réalisation de **81,9%**.

Le tableau ci-dessous renseigne sur les niveaux de réalisation par source de recettes non fiscales sur la période sous revue.

Tableau n°6 : Réalisation des recettes non fiscales au 30 juin 2020 (en millions de FCFA)

Nature des recettes budgétaires	2020				Ecarts (B)-(A)
	Prév. Annuelle	Prév. au 30 juin (A)	Réal. au 30 juin (B)	Taux (%)	
Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)					
Recettes non fiscales DGDDI	6 100	2 849	2 267,0	79,6	-582,2
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)					
1- Revenu de l'Entreprise et du Domaine	2 425	1 173	350,2	29,9	-822,5
2- Droits et Frais Administratifs	6 306	3 050	2 212,3	72,5	-837,3
3- Amendes et Condamnations Pécuniaires	770	372	91,7	24,6	-280,6
4- Produits Financiers	12 000	5 803	9 143,7	157,6	3 340,6
5- Autres Recettes Non Fiscales	60 425	29 221	25 255,0	86,4	-3 966,0
6- Recettes Exceptionnelles	37 305	18 040	11 074,8	61,4	-6 965,6
Total DGTCP	**119 231**	**57 659**	**48 127,6**	**83,5**	**-9 531,4**
Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF)					
Total ANDF	**5 000**	**1 456**	**1 285,3**	**88,3**	**-170,7**
Fonds Nationale des Retraites du Bénin (FNRB) et autres organismes publics					
1- FNRB	52 269	26 135	21 538,1	82,4	-4 596,4
2- Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)	10 000	5 000	2 988,9	59,8	-2 011,1
Total FNRB+CAA	**62 269**	**31 135**	**24 527,0**	**78,8**	-6 607,5
Total recettes non fiscales	**192 600**	**93 099**	**76 206,9**	**81,9**	**-16 891,8**

Source : DGB/MEF, août 2020.

2. Discussion narrative des écarts de réalisation des recettes non fiscales

Au niveau du **Trésor public**, l'écart négatif **(-16,5 points de pourcentage par rapport aux attentes à fin juin 2020**) est dû à la faible mobilisation notée au niveau des produits comme : **(i)** les taxes sur les revenus de l'entreprise et du domaine

(29,9% de l'objectif) ; **(ii)** des recettes exceptionnelles (reversement au Trésor Public des salaires indûment payés, produits des services intermédiaires) (61,4% de l'objectif) ; **(iii)** des amendes et condamnations Pécuniaires (24,6% des prévisions semestrielles).
Toutefois, d'autres produits de recettes ont affiché de bon comportement, notamment : **(i)** les participations financières, dividendes et intérêts de placement (157,6%) et **(ii)** les autres recettes fiscales (86,4%) de leurs prévisions semestrielles.

En ce qui concerne **les recettes de l'ANDF**, quoiqu'en dessous de l'objectif semestriel (**-11,7 points de pourcentage**), le niveau de mobilisation desdites recettes s'est nettement amélioré de 52,8% par rapport aux réalisations à fin juin 2019. Cette progression est portée par de bons résultats dans le recouvrement des produits liés aux frais de mutation et d'états descriptifs, aux frais de duplicata/d'attestation et des débours pour la délivrance des Titres Fonciers.
La poursuite des efforts de sensibilisation sur les dispositions légales et règlementaires relatives à l'encadrement des transactions foncières, aux coûts de délivrance des actes fonciers et aux avantages associés à la possession de ces actes doit être encouragée et soutenue pour une meilleure amélioration du niveau de mobilisation de cette catégorie de recettes.

S'agissant du FNRB, malgré un niveau de réalisation à fin juin 2020 soit en dessous des objectifs (**-17,6 points de pourcentage** par rapport à la prévision semestrielle), les résultats obtenus sont essentiellement portés par les effets des paiements de rappels de salaires et les glissements catégoriels bénéficiés par les agents de l'Etat. La bonne tendance qui se dessine, dans la mobilisation des recettes, annonce un bon taux de réalisation à fin décembre 2020.

Quant à la **Caisse Autonome d'Amortissement** (CAA), la contreperformance enregistrée (**environ -40 points de pourcentage** par rapport aux objectifs du premier semestre) est fortement liée au faible niveau observé dans le recouvrement des prêts rétrocédés, avalisés et bonifiés.
En termes de perspectives, des mesures sont déjà prises pour l'amélioration l'efficacité du mécanisme mis en place à la CAA pour le recouvrement desdits prêts.

C. Présentation des autres recettes budgétaires et justification des écarts de réalisation

Les autres recettes budgétaires regroupent les produits des comptes d'affectation spéciale (Opérations Militaires à l'Etranger (OME) et Partenariat Mondial pour l'Education (PME)), les fonds de concours et recettes assimilées, les dons budgétaires et les produits issus des allègements de la dette.

1. Réalisation des autres recettes budgétaires

Sur la période sous revue, les autres recettes budgétaires ont été mobilisées à hauteur de **36 781,1 millions de FCFA**, soit **108%** des prévisions semestrielles de 34 061 millions de FCFA.

Le tableau ci-après présente le détail de leur niveau de mobilisation.

Tableau n°7 : Réalisation des autres recettes budgétaires à fin juin 2020 (en millions de FCFA)

Nature des recettes budgétaires	2020				Ecarts (B)-(A)
	Prév. Annuelle	Prév. au 30 juin (A)	Réal. au 30 juin (B)	Taux (%)	
Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)					
1- Opérations Militaires à l'Etranger (OME)	10 000	5 000	1 701,5	34,0	-3 298,5
2- Partenariat Mondial pour l'Education (PME)	3 000	0	0,0	-	0,0
Total CAS	**13 000**	**5 000**	**1 701,5**	34,0	-3 298,5
Autres ressources					
1- Dons budgétaires	13 800	4 729	24 270,4	513,2	19 541,1
2- Fonds de concours et recettes assimilées	71000	24 332	10 809,2	44,4	-13 522,5
Total autres ressources	**84 800**	**29 061**	**35 079,6**	**120,7**	6 018,6
Total autres recettes budgétaires	**97 800**	**34 061**	**36 781,1**	**108,0**	**2 720,1**

Source : MEF/DGB, août 2020.

2. Discussion narrative des écarts de réalisation des autres recettes budgétaires

Au niveau des CAS, l'écart négatif de **3 298,5 millions de FCFA** par rapport au résultat attendu à fin juin 2020 est due, exclusivement, au faible niveau de mobilisation des ressources attendues des Opérations Militaires à l'Extérieur (OME). Cela s'explique par la nature desdites ressources et leurs procédures de mobilisation fortement influencée par le calendrier d'envoi de fonds par les Nations Unies.

S'agissant des dons budgétaires et les produits liés aux fonds de concours et recettes assimilées, leur mobilisation au-delà de la prévision semestrielle (+20,7 points de pourcentage) est tirée par le fort taux de 513,2% enregistré au niveau des dons budgétaires à fin juin 2020. Cette situation se justifie par l'appui des partenaires aux pays dans la gestion de la double crise économique et sociale, née de la pandémie de la COVID-19.

III. Exécution des dépenses de l'Etat au 30 juin 2020

Depuis 2016, la politique budgétaire de l'Etat en matière de dépense publique est orientée, d'une part vers la maîtrise des dépenses ordinaires et la stabilisation du fonctionnement général de l'Etat et d'autre part vers la consolidation des crédits d'investissement et de l'activité économique.

En matière d'investissement, un accent est mis, tout comme en 2019, sur seuls les projets phares et prioritaires contenus dans le Programme d'Actions du Gouvernement. Globalement, les secteurs prioritaires restent ainsi ***: l'eau et l'énergie, le tourisme, le cadre de vie, la sécurité publique, l'éducation, la santé et la protection sociale, l'agriculture, les infrastructures productives et l'économie numérique.***

La mise en œuvre effective desdites actions dont la finalité est l'amélioration des conditions de vie des populations et le développement économique a guidé l'exécution des dépenses publiques tout au long du 1er semestre de l'année 2020.
A cet effet, à fin juin 2020, les dépenses budgétaires de l'Etat sont engagées à **769 781,2 millions de FCFA** sur une prévision semestrielle de 683 833 millions de FCFA, en hausse de 70 948,6 millions de FCFA.
En termes de niveau d'exécution, lesdites dépenses représentent **112,6%** de l'objectif semestriel et **51,8%** des prévisions annuelles.

La situation détaillée d'exécution des dépenses par composante (dépenses des ministères et des Institutions de l'Etat, dépenses du FNRB et celles des comptes d'affectation spéciale) se présente ci-après :

A. Situation d'exécution des dépenses du budget de l'Etat

Les dépenses du budget général de l'Etat comprennent les dépenses ordinaires et les dépenses d'investissement.

1. Dépenses ordinaires

Les dépenses ordinaires sont constituées, entre autres, des dépenses de personnel, les paiements des intérêts sur la dette publique, les dépenses d'acquisition de biens et services et les dépenses de transfert.
Au titre du 1er semestre 2020, les dépenses ordinaires sont exécutées à **458 139,2 millions de FCFA, soit** un taux d'engagement de **114,8%** des objectifs semestriels estimées à 398 978 millions de FCFA.
L'engagement au-delà de l'objectif fixé est porté par les forts taux d'exécution des dépenses de transfert, des dépenses d'acquisitions de biens et services, et des dépenses de personnel en lien **avec la poursuite des mesures sociales basées, entre autres, sur le paiement des dettes sociales comme les arriérés de salaires** au titre de la période sous revue.

Le tableau ci-dessous résume l'exécution des **dépenses ordinaires** (fonctionnement des ministères et institutions de l'Etat) à fin juin 2020.

Tableau n°8 : Exécution des dépenses ordinaires à fin juin 2020 (en millions de FCFA)

DEPENSES ORDINAIRES	2020				Ecart (B)-(A)
	Prév. annuelle	Objectif au 30 juin (A)	Engag. (B)	Taux (%)	
Dépenses de personnel	407 750	195 383	196 854,7	100,8	1 471,3
Charges financières de la dette	162 300	65 531	90 679,1	138,4	25 147,7
Dépenses d'acquisitions de biens et services	110 650	47 701	53 915,5	113,0	6 214,3
Dépenses de transfert	215 200	90 362	116 689,9	129,1	26 327,4
TOTAL	**895 900**	**398 978**	**458 139,2**	**114,8**	**59 160,7**

Source : DGB/MEF, août 2020.

2. Discussions narratives sur l'exécution des dépenses ordinaires

Au niveau de la masse salariale, la couverture des charges de personnel dans leur limite semestrielle pendant la période sous revue (seulement **+1 471,3 millions de FCFA par rapport aux prévisions semestrielles**) est le fruit des mesures prises par le Gouvernement depuis 2016 liée à plusieurs mesures sociales engagées par le Gouvernement pour : **(i)** l'encadrement des salaires et ses accessoires à l'image de la bancarisation des primes et autres avantages des agents de l'Etat ; **(ii)** les implications immédiates de la décision de réaménagement de l'organisation du travail dans les postes diplomatiques ; **(iii)** la revue de la carte diplomatique du Bénin ; etc.

Le niveau affiché par les dépenses de personnel n'impacte pas négativement la poursuite de la mesure d'amélioration du bien-être des fonctionnaires par le paiement des arriérés du fonctionnaires (programmation de 3 000 millions de FCFA par mois depuis février 2019) et la prise en compte de l'effet financier des glissements catégoriels relatifs aux actes d'avancement et de promotion validés par le Ministère du Travail et de la Fonction Publique (MFPT).

Au niveau de la dette de l'Etat, les coûts du service de la dette sont assurés à plus de **25 147,7 millions de FCFA** de l'objectif à fin juin 2020. Cet écart positif reste en droite ligne de la programmation annuelle dans le cadre de la gestion du service de la dette pour l'année 2020.

Pour les dépenses d'acquisitions de biens et services (dépenses d'entretien, de fournitures et d'équipements dans les bureaux ; dépenses d'équipements des hôpitaux, des écoles et universités ; paiement des factures de consommations eau, électricité et frais de communication dans les services publics, paiement de carburant et entretien des véhicules administratifs), leur niveau d'engagement

est ressorti à **113,0%** d'objectif semestriel, soit un écart positif de **6 214,3 millions de FCFA.**

Le niveau élevé dans la consommation des crédits d'acquisitions de biens et de services, en dépit des efforts de maîtrise du train de vie de l'Etat en cours, est tiré non seulement par la régularisation de ces dépenses exécutées en anticipation en 2019 sur les crédits du budget 2020 dans certains ministères en application des dispositions de la loi de finances mais aussi par le paiement anticipé de loyers de certains postes diplomatiques.

Par ailleurs, l'urgence de la prise des mesures barrières de riposte contre la pandémie de la COVID-19 a milité également en faveur de l'engagement en dépassement des dépenses de biens et services à fin juin 2020.

Quant aux subventions et autres transferts courants, la couverture au-delà de la prévision semestrielle **(+29,1points de pourcentage par rapport à la prévision à fin juin 2020**) est liée, entre autres, au renforcement des mesures sociales et leur mise en œuvre effective, lesquelles portent notamment sur le programme national d'alimentation scolaire intégré, le paiement des frais de scolarité des écoliers et élèves, la prise en charge des frais de la gratuité de la césarienne et autres mesures de gratuité en cours dans le secteur de la santé, la mise en œuvre de la phase pilote du projet Assurance Maladie pour le Renforcement du Capital Humain (ARCH).

Aussi, pour amoindrir les effets négatifs engendrés par la crise sanitaire sur les activités des opérateurs économiques, le Gouvernement a-t-il octroyé des aides à plusieurs entreprises formelles et aux citoyens [5]dans les secteurs de l'artisanat, de l'hôtellerie, de la restauration, des agences de voyage, etc.

---

[5] Dans le cadre de la mise en œuvre des mesures sociales liées à la pandémie du coronavirus, le gouvernement du Bénin réuni en conseil des ministres le mercredi 10 juin 2020 vient d'entériner la mise en œuvre d'un un programme de soutien de 74,12 milliards de FCFA, en faveur des entreprises formelles, des artisans et petits métiers de services de l'informel, et des personnes vulnérables que sont les pauvres et extrêmes pauvres.

Les mesures contenues dans ledit programme s'articulent en trois grands points. Il s'agit d'abord d'un soutien à hauteur de 63,38 milliards de FCFA au profit des entreprises. Cette dotation est destinée à la prise en charge, selon le cas, de 70% du salaire brut des employés déclarés sur une période de trois mois, au remboursement des crédits de TVA, à l'exonération du paiement de la taxe sur véhicule à moteur pour ceux qui ne l'ont pas encore payée au titre de l'année 2020 ou à sa conversion en crédit d'impôt, au titre de l'année 2021, pour ceux qui l'ont déjà payée, à la prise en charge des loyers commerciaux sur trois mois au profit des agences de voyage déclarées.

La mesure est également destinée à la prise en charge intégrale des factures d'électricité pendant 3 mois pour les hôtels et les agences de voyage à hauteur de 4,1 milliards de FCFA.

Ce point intègre également un fonds de bonification de 30 milliards de FCFA au support d'une ligne de financement de 100 milliards de FCFA à taux zéro au profit des acteurs économiques ciblés via les établissements bancaires et les systèmes financiers décentralisés (SFD). Les crédits qui seront accordés via les établissements bancaires à zéro pour cent (0%) de taux d'intérêt seront remboursables sur une période de trois (3) ans maximum. Quant aux crédits accordés par les SFD, ils seront remboursables sur une période d'un an maximum.

En outre, le Gouvernement débloque un appui de 4,98 milliards de FCFA destinés aux artisans et ceux exerçant de petits métiers. Il prend en compte 55.000 personnes de ces catégories (activités telles que : coiffure, couture, soudure, menuiserie, petites vendeuses, etc.) qui se sont inscrites sur la plateforme digitale ouverte à cet effet, ainsi que dans les mairies et centres de promotion sociale.

Parmi les mesures à caractère social, à noter une subvention de portée générale, qui s'applique à tous les citoyens, sur les tarifs de l'électricité et d'eau pour un montant de 5,76 milliards de FCFA. A tout ceci s'ajoutera une subvention particulière au profit des pauvres et extrêmes pauvres dès la fin de l'opération de leur identification qui est en cours. En approuvant ces mesures, le Conseil a instruit les Ministres concernés à l'effet de veiller à leur mise en œuvre immédiate.

3. Dépenses d'investissement

A fin juin 2020, les dépenses d'investissement, priorités de la politique budgétaire du Gouvernement depuis avril 2016 et dédiées à la mise en place d'infrastructures économiques et sociocommunautaires, ont été exécutées à **263 016,2 millions de FCFA**, soit un taux d'exécution de **110,5%** de la prévision semestrielle de 237 932 millions de FCFA.

Le tableau ci-dessous donne les détails sur les dépenses en capital en 2020.

Tableau n°9 : Exécution des dépenses d'investissement à fin juin 2020 (en millions de FCFA)

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2019				Ecart (B)-(A)
	Prév. annuelle	Objectif au 30 juin (A)	Engag. (B)	Taux (%)	
Financement intérieur (contribution budgétaire + emprunt intérieur)	274 300	148 647	149 947,5	100,9	1 300,1
Financement extérieur	211 200	89 285	113 068,7	126,6	23 783,9
TOTAL	**485 500**	**237 932**	**263 016,2**	**110,5**	**25 084**

Source : DGB/MEF, août 2020.

4. Discussion narrative sur l'exécution des dépenses d'investissement

Les dépenses en capital financées sur ressources intérieures ont été exécutées à **100,9%** de l'objectif semestriel. Cette bonne performance d'exécution atteste de l'option phare prise par le Gouvernement de renforcer et d'améliorer la consommation des crédits d'investissement, lesquels sont dédiés à l'exécution effective des grands travaux dans contenus dans son Programme et qui touchent les secteurs vitaux comme le cadre de vie (mise en œuvre du projet asphaltage), l'économie numérique, l'eau et l'énergie, la santé et les infrastructures routières.

L'exécution des **dépenses en capital financées sur ressources extérieures** a atteint **126,6%** de l'objectif fixé à fin juin 2020. Elles sont orientées, entre autres, vers la poursuite de la mise œuvre du programme d'accès universel à l'approvisionnement en eau dans les zones rurales.

B. Situation d'exécution des charges de pension et des dépenses de fonctionnement du FNRB

Sur la période sous revue, les charges de pension cumulées avec les dépenses de fonctionnement du FNRB ont été engagées à **45 031,19 millions de FCFA** sur un objectif semestriel de 37 736 millions de FCFA, soit un taux d'exécution de **119,3%.**

L'engagement en dépassement de **7 295,2 millions de FCFA** par rapport à la prévision intervient, principalement, dans le cadre de l'amélioration de la vie des

retraités et l'apurement des dettes relatives aux frais de consultations, d'hospitalisation et de soins des pensionnés.

C. Situation d'exécution des dépenses des comptes d'affectation spéciale

Les Comptes d'Affectation Spéciale (CAS) comprennent les comptes "Opération Militaire à l'Extérieur", "Partenariat Mondial pour l'Education", "Modernisation des Régies Financières" et "Prévention et Gestion des Catastrophes".

Sur une prévision semestrielle de 9 186 millions de FCFA, les dépenses des CAS ont été engagées à **3 594,7 millions de FCFA**, soit un taux d'exécution de **39,1%.**

L'écart négatif de 5 591,3 millions de FCFA par rapport à l'objectif à fin juin 2020 est principalement dû au faible taux d'exécution des crédits sur les comptes « Opérations Militaires à l'Etranger » et compte « Partenariat Mondial pour l'Eduction ».

D. Point sur les mouvements de crédits (réaffectation des fonds entre unités administratives)

La loi n°2019-46 du 27 décembre 2019 portant loi de finances pour la gestion 2020 a connu, à fin juin, des réaffectations au sein des budgets des ministères et Institutions de l'Etat, conformément aux dispositions de la loi n°2013-14 du 27 septembre 2013 portant loi organique relative aux lois de finances (LOLF). Elles ont permis de mettre en cohérence le budget avec les Plans de Travail Annuels validés, le budget de l'Etat et les Plans de Passation des Marchés Publics validés.

Le tableau ci-dessous retrace, par section budgétaire concernée, les mouvements de crédits intervenus au cours du premier semestre 2020.

Tableau n°10 : Synthèse des réaffectations de fonds entre unités administratives à fin juin 2020 (en FCFA)

SECTION		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
20	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	20 053 611 000	1 011 205 000	204 205 000	500 000 000	-		20 553 611 000
22	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	39 911 065 000	-	-	3 345 464 032	-	-	43 256 529 032
32	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION	26 742 805 000	-	-	1 288 733 248	-	-	28 031 538 248
34	MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	68 216 316 000	11 851 611 000	14 807 656 000	-	-	-	68 216 316 000
35	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	3 329 208 000		83 000 000	-			3 329 208 000
36	MINISTERE DE LA SANTE	63 609 803 000	-	141 000 000	3 992 784 050	-	-	67 602 587 050
37	MINISTERE DE L'ENERGIE	51 488 532 000	-	-	-	-	16 049 976 538	67 538 508 538
39	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	59 751 827 000	2 118 939 000	2 230 026 000	1 354 971 000	-	14 891 725 060	75 998 523 060

40	MINISTERE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES SPORTS	58 365 223 000	-	6 615 687 000	2 892 446 780	-	-	61 257 669 780
44	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	60 974 754 000	2 891 000 000	2 935 061 000	-	-	-	60 974 754 000
46	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI	7 594 243 000	-	52 101 000	-	-	4 274 083 018	11 868 326 018
51	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS	63 231 493 000	18 005 037 000	7 703 537 000	-	-	-	63 231 493 000
61	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE	47 240 343 000	228 350 000	441 712 000	-	-	-	47 240 343 000
62	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE	114 051 648 000	-	868 000 000	-	-	-	114 051 648 000
63	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE TECHNIQUE ET DE LA FORMATION ET PROFESSIONNELLE	75 006 732 000	80 000 000	1 536 085 000	-	-	-	75 006 732 000
64	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	28 329 265 000	-	-	1 338 945 166	-	-	29 668 210 166
76	MINISTERE DE L'EAU ET DES MINES	58 656 160 000	1 080 077 500	402 352 500	-	1 797 500 000	-	60 453 660 000

IV. SOLDE D'EXECUTION DU BUDGET ET SITUATION D'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE

A. Déficit budgétaire

Au 30 juin 2020, le solde global d'exécution budgétaire, base ordonnancement (différence entre dépenses et recettes budget de l'Etat) est ressorti déficitaire de **-124 987,4 millions de FCFA** contre une prévision semestrielle de **déficit** de -116 875 millions de FCFA.

L'écart de performance de -8 112,4 millions se justifie par l'urgence de certaines dépenses nées de la crise économique et sociale engendrée par la crise sanitaire due à la COVID-19, en dépit de la baisse dans la mobilisation des recettes budgétaires.

B. Point sur les remboursements de la dette publique antérieure (charges de trésorerie)

A fin juin 2020, le niveau de remboursement de la dette publique est de **176 096 millions de FCFA**, soit un taux de **85,1%** de l'objectif à mi-parcours de 242 086 millions de FCFA.
L'écart négatif de 30 847 millions de FCFA est imputable au taux observé au niveau de l'amortissement des emprunts extérieurs et des obligations du Trésor.
Le tableau ci-après renseigne sur le niveau d'exécution de chaque composante du service de la dette à fin juin 2020.

Tableau n°11 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin juin 2020 (en millions de FCFA)

Nature	2020				Ecart (B)-(A)
	Prév. annuelle	Objectif au 30 juin (A)	Engag. (B)	Taux (%)	
Amortissement emprunts banques internationales	18 523	7 666	1 623,7	21,2	-6 042,6
Amortissement emprunt bilatéral	11 528	4 771	3 808,7	79,8	-962,5
Amortissement emprunt multinational	41 143	17 028	12 369,9	72,6	-4 658,3
Amortissement prêts banques locales	81 200	33 607	28 692,4	85,4	-4 914,5
Amortissement Obligations du trésor	286 069	118 398	83 871,1	70,8	-34 526,5
Amortissement Bons du Trésor	21 947	9 083	21 947,0	241,6	12 863,6
Variation des instances de paiement	10 000	4 139	10 000,0	241,6	5 861,2
Indemnités de vacation	18 500	7 657	10 357,9	135,3	2 701,2
Amortissement tirages FMI	11 100	4 594	3 195,4	69,6	-1 398,6
Prêts et avances	0	0	230,0	-	230,0
Total	**500 010**	**206 943**	**176 096,0**	**85,1**	**-30 847,0**

Source : DGB/MEF, août 2020.

C. Nouveaux emprunts publics pour le financement du déficit et la couverture des charges de trésorerie

Le montant des nouveaux engagements financiers (emprunts publics) pris par l'Etat à fin juin 2020 s'élèvent à **767 109,8 millions de FCFA**, soit un taux de mobilisation de **167,6%** de la prévision semestrielle de 457 719 millions de FCFA.

Ce taux est fortement tiré par les niveaux élevés des émissions de bons du trésor (676,4%), des obligations du Trésor (168,4%) et des tirages sur FMI (839,3%) par rapport aux objectifs semestriels.

Le détail sur la mobilisation des ressources de trésorerie se trouve dans le tableau ci-après :

Tableau n°12 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature à fin juin 2020 (en millions de FCFA)

Nature	2020				Ecart (B)-(A)
	Prév. annuelle	Objectif au 30 juin (A)	Engag. (B)	Taux (%)	
Remboursements prêts et avances	**1 900**	**1 330**	**1 717,2**	**129,1**	**387,3**
Emission de dettes à moyen et long termes (emprunt Obligataire)	**250 300**	**175 203**	**125 070,8**	**71,4**	**-50 132,3**
Emprunt extérieur (prêts et dons)	174 400	122 075	105 114,5	86,1	-16 960,7
Prêts projet	140 200,0	98 136	102 259,5	104,2	4 123,4
Prêts programmes	34 200	23 939	2 855,0	11,9	-21 084,1
Financement banques locales	75 900	53 128	19 956,3	37,6	-33 171,6
Tirage sur FMI	**12 800**	**8 960**	**75 197,8**	**839,3**	**66 238,2**
Autres ressources de trésorerie	**388 910**	**272 226**	**565 124,0**	**207,6**	**292 897,7**
Obligations du trésor	358 910	251 227	423 080,0	168,4	171 852,9
Bons du trésor	30 000	20 999	**142 044,0**	676,4	121 044,8
Total	**653 910**	**457 719**	**767 109,8**	**167,6**	**309 390,8**

Source : DGB/MEF, août 2020

1. Discussion narrative sur les nouveaux emprunts à fin juin 2020

D'une manière générale, les tirages s'inscrivent en hausse par rapport au trimestre précédent. Le niveau des tirages est induit par l'avancement des divers projets structurants en cours. Les tirages sur emprunts en devises effectués au 30 juin 2020 s'établissent à 114 850 millions de FCFA (contre 54 810 millions de FCFA au 31 mars 2020). Ce montant est constitué des ressources mobilisées essentiellement auprès des bailleurs tels que : l'AFD, l'AID, la BIDC, la BAD, le FIDA, les banques commerciales internationales, etc. En ce qui concerne les emprunts en monnaie

locale, les tirages au 30 juin 2020 se chiffrent à 19 956,3 millions de FCFA. Ce montant comprend les tirages auprès des banques locales et de la BOAD.

Les tirages sur emprunts auprès des créanciers non-résidents (tirages sur les prêts en devises, les ressources obtenues auprès de la BOAD et les souscriptions des investisseurs étrangers aux titres publics) s'élèvent à **409 660 millions de FCFA** tandis que les tirages sur emprunts provenant des créanciers résidents s'élèvent à **290 260 millions de FCFA**. La participation des investisseurs non-résidents aux titres publics s'élèvent à **285 820 millions de FCFA**, soit **50,58%** du montant des émissions effectuées sur le marché régional au cours du premier semestre de l'année. Ceci traduit l'intérêt desdits investisseurs pour le « risque » Bénin et confirme la bonne qualité de la signature crédit du pays.

Au cours du premier semestre 2020, l'Etat a mobilisé **565 124 millions de FCFA** sur le marché régional dont **423 080 millions de FCFA** en obligations du trésor et **142 044 millions de FCFA** en bons du trésor. Le cumul des émissions ayant contribué au financement du budget de l'Etat au cours du premier semestre de l'année 2020 s'élève à **432 120 millions de FCFA** dont **423 080 millions de FCFA** au titre des obligations du Trésor et **9 040 millions de FCFA** au titre des bons du Trésor. Le montant des bons du Trésor émis au premier semestre 2020 et qui doivent être remboursés au cours de l'année est de **133 milliards de FCFA**. Ce montant correspond à la mobilisation faite par le Bénin sur le marché régional dans le cadre de l'initiative « BONS COVID » de la BCEAO et de l'Agence UMOA-Titres pour permettre aux Etats de la zone UEMOA de disposer de ressources financières pour faire face aux besoins (mesures sociales et renforcement des systèmes sanitaires) dans le cadre de la riposte à la pandémie du coronavirus. Le Bénin demeure un émetteur de référence sur le marché financier régional de par les taux de couverture des souscriptions et des taux de rendements moyens de ses opérations.

V. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE AU 30 JUIN

Cette partie de la revue de milieu d'année 2020 est consacrée aux informations détaillées et nécessaires sur l'encours de la dette et sa composition, le service assuré de la dette publique, le point des nouveaux engagements, les indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique et les caractéristiques du portefeuille des titres publics.

A. Encours de la dette et sa composition

L'encours de la dette publique du Bénin au 30 juin 2020 s'établit à **4 251 440 millions de FCFA** soit environ 7,62 milliards USD contre 3 857 970 millions de FCFA au 31 mars 2020. L'évolution de l'encours est essentiellement portée par trois facteurs majeurs intervenus au cours du trimestre sous revue à savoir (i) les tirages (sur emprunts en devises et en monnaie locale) pour le financement des projets existants en cours de mise en œuvre ; (ii) les tirages intervenus au cours du trimestre sur les nouveaux financements mobilisés ainsi que (iii) les émissions de titres publics du Bénin intervenus sur le marché régional conformément au calendrier d'émissions régional commun à tous les pays de l'UEMOA.

L'encours de la dette publique à fin juin 2020 est constitué de **2 263 320 millions de FCFA** (**4,06 milliards USD**) au titre de la dette libellée en devises et de **1 988,120 millions de FCFA (3,57 milliards USD**) au titre de la dette libellée en monnaie locale. La dette extérieure et la dette intérieure représentent respectivement 53% et 47% de la dette publique du Bénin. Cette structure est conforme à la stratégie de financement retenu par le Bénin pour le compte de l'année 2020. En effet, il est à noter une réduction de la part de la dette extérieure en faveur de celle de la dette intérieure en comparaison à la situation au 31 décembre 2019. Sur la période 2020-2024, la dette extérieure devrait se situer dans l'intervalle 55% à 60% du portefeuille globale.

Le taux d'endettement public (encours de la dette rapporté au PIB) ressort à **48,40 % au 30 juin 2020**, soit une progression de 4,48% par rapport à la situation à fin mars 2020. La dette extérieure et la dette intérieure représentent respectivement 25,77% et 22,63% du PIB (Voir tableau 1 – page 16). Le Gouvernement du Bénin met un point d'honneur quant au respect des critères de convergence établis dans la zone UEMOA. En effet, le taux d'endettement du Bénin reste largement en dessous de la limite d'endettement de 70% fixé pour les pays de l'UEMOA dans le cadre du pacte de convergence. Avec un écart d'environ 22% par rapport à la limite du taux d'endettement, ce ratio traduit la gestion prudente de la dette publique par le Bénin et la marge d'endettement dont dispose le pays pour le financement des projets de développement.

Par ailleurs, il est nécessaire de souligner que le niveau du taux d'endettement à fin juin 2020 est circonstancielle ment lié : **(i)** aux décaissements qui ont été beaucoup plus rapides que les remboursements au cours du premier semestre (en raison de la bonne avancée des travaux des divers projets en cours de mise en œuvre qui induisent un décaissement rapide sur les divers financements), **(ii)** au nombre relativement faible d'échéances à rembourser sur la période et **(iii)** à la prise en compte des récents évènements économiques ayant impacté le cadrage

macroéconomique. Il est à noter que les remboursements du service vont s'accélérer au cours du second semestre 2020, avec notamment le paiement des échéances sur les titres publics (constituant la part la plus importante du service de la dette) ; ce qui devrait ramener l'encours à environ **43%** du PIB à fin décembre 2020, en lien avec l'atterrissage en tendance baissière du niveau d'endettement sur les années avenir. En effet, l'amortissement prévisionnel de la dette (qui devrait venir en diminution de l'encours) attendu au second semestre 2020 est d'environ 549 160 millions de FCFA.

Au 30 juin 2020, l'encours de la dette publique se décline ainsi qu'il suit suivant le critère de résidence des créanciers :

- **Créanciers non-résidents** : **3 219 570 millions de FCFA** (soit 5,77 milliards de dollars US). Ce montant est constitué de : (i) la dette libellée en devises, (ii) la dette contractée auprès de la BOAD et (iii) les souscriptions des investisseurs étrangers (résidents hors du territoire géographique du Bénin : banques, assurances, SGI et autres institutionnels) aux titres publics émis par le Bénin.
- **Créanciers résidents** : **1 031 870 millions de FCFA** (soit 1,85 milliard de dollars US). Il s'agit ici des souscriptions des banques et autres investisseurs béninois (résidents sur le territoire géographique du Bénin : banques, assurances, SGI et autres institutionnels locaux) aux titres publics et des prêts directs de l'Etat auprès des banques locales.

La dette en monnaie locale du Bénin est constituée majoritairement des titres publics qui représentent 84,07% de son encours total à fin juin 2020.

Au 30 juin 2020, les bailleurs multilatéraux demeurent majoritaires dans le portefeuille de la dette extérieure du Bénin (55,59%). La Banque Mondiale (28,43%) et le Fonds Africain de Développement du groupe de la Banque Africaine de Développement (11,86%) restent les partenaires financiers extérieurs de premier choix du Bénin. La dette extérieure est donc prioritairement contractée en des termes concessionnels, ce qui permet au Bénin de continuer à maîtriser ses coûts de financement.

Au 30 juin 2020, l'Euro représente la principale devise **d'endettement extérieur** du Bénin (**56,27%**) suivi du Dollar US (**22,12%**). Cette configuration traduit la volonté du Gouvernement de maîtriser l'exposition du portefeuille de la dette publique au risque de taux de change. *(Voir graphique 2 - page 17)*.
Le Franc CFA (**46,76%**) demeure la monnaie prédominante sur **l'ensemble du portefeuille de la dette publique.**

Tableau n°13 : Encours de la dette (en millions de FCFA) et taux d'endettement public à fin juin 2020

Rubriques	2019				2020	
	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	1er trim	2ème trim
Dette bilatérale	252 809	263 520	261 220	245 330	259 800	281 130
Dette multilatérale	1 145 110	1 206 910	1 201 580	1 150 900	1 222 010	1 258 280
Dette commerciale	290 080	311 250	283 550	296 470	352 040	395 930
Eurobond	327 980	327 980	327 980	327 980	327 980	327 980
Encours dette en devises	**2 016 060**	**2 109 660**	**2 074 330**	**2 020 680**	**2 161 840**	**2 263 320**
Obligations du Trésor	1 256 440	1 289 440	1 261 940	1 190 100	1 424 700	1 529 310
Bons du Trésor	159 560	169 710	49 450	21 950	0	142 040
Autres dettes en monnaie locale	332 200	325 870	348 330	243 870	271 430	316 770
Encours dette en monnaie locale	**1 748 200**	**1 785 020**	**1 659 720**	**1 455 910**	**1 696 130**	**1 988 120**
Encours dette publique	**3 764 260**	**3 894 680**	**3 734 050**	**3 476 590**	**3 857 970**	**4 251 440**
Taux d'endettement en devises (%)	**31,81**	**24,61**	**24,75**	**24,09**	**24,61**	**25,77**
Taux d'endettement en monnaie locale (%)	**27,58**	**20,82**	**19,80**	**17,35**	**19,31**	**22,63**
Taux d'endettement public (%)	**59,39**	**45,43**	**44,55**	**41,44**	**43,92**	**48,40**

Source : Bulletin statistique de la dette publique du Bénin, 2ème trimestre 2020 *(données ramenées en millions de FCFA pour conformité au format de présentation des données d'exécution budgétaire)*

B. Service assuré de la dette publique

Le service de la dette publique à court, moyen et long termes a été assuré à hauteur de 242 990 millions de FCFA au cours du premier semestre 2020. Il se répartit comme suit : 57 010 millions de FCFA pour la dette en devises et 185 990 millions de FCFA pour la dette en monnaie locale. Les remboursements de titres publics s'élèvent à 147 180 millions de FCFA dont 26 530 millions de FCFA **pour les bons du Trésor et** 120,65 milliards de FCFA **pour les obligations du Trésor.**

Le service de la dette envers les créanciers non-résidents se chiffre à 129 340 millions de FCFA **contre** 113 650 millions de FCFA **pour la dette due aux créanciers résidents.**

Tableau n°14 : Service assuré de la dette publique au 30 juin 2020 (en millions de FCFA)

BAILLEURS	Principal	Intérêts + Commissions	TOTAL
Dette libellée en devises			
Dette multilatérale	12 370	10 170	22,540
Dette bilatérale	3 810	3 050	6 860
Dette commerciale	1 620	25 980	27 600
Total dette extérieure	**17 800**	**39 200**	**57 010**
Dette libellée en monnaie locale (FCFA)			
Titres publics	105 820	41 360	147 180
Banques locales	28 690	10 110	38 810
Total dette intérieure	**134 510**	**51 480**	**185 990**
TOTAL DETTE PUBLIQUE	**152 310**	**90 680**	**242 990**

Source : Bulletin statistique de la dette publique du Bénin, 2ème trimestre 2020 *(données ramenées en millions de FCFA pour conformité au format de présentation des données d'exécution budgétaire)*

C. Point des nouveaux engagements

Les nouveaux engagements[6] signés par le Bénin au cours du premier semestre 2020 s'élèvent à 573 480 millions de FCFA **dont** 409 670 millions de FCFA **au titre des emprunts en devises et** 163 810 millions de FCFA **au titre des emprunts en monnaie locale.**

Les financements levés permettront la mise en œuvre des divers projets du Gouvernement dans les domaines de : l'eau et de l'assainissement, des infrastructures, de l'éducation, de l'énergie, de la santé etc.

Le montant total des soldes engagés non décaissés (SEND) sur la dette extérieure s'élève à **2 222 910 millions de FCFA** au 30 juin 2020 contre **1 982 730 millions de FCFA** au 31 mars 2020

[6] *Les nouveaux engagements désignent les nouveaux accords de prêts signés par l'Etat au cours de la période sous revue. Seule la part de ces nouveaux engagements qui est décaissée est prise en compte dans le calcul de l'encours de la dette au cours d'une période donnée.*

Du 1er janvier au 30 juin 2019, les nouveaux engagements du Bénin s'élèvent à **673 210 millions de FCFA** dont 489 960 millions de FCFA au titre des emprunts en devises et 183 250 millions de FCFA au titre des emprunts en monnaie locale

Tableau n°15 : Point des nouveaux engagements en devises au 30 juin 2020 (en millions de FCFA)

Bailleurs	Montants (en devises)	Devise	Montants (en millions FCFA)	Durée (en années)	Différé (en années)	Intérêt
Banque Commerciale Internationale (projet *Construction d'un CHU Abomey-Calavi*)	175 000 000	EUR	115 000	11	2,5	4,08
Banque Commerciale Internationale (Projet *installation de lampadaires solaires otovoltaïques pour l'éclairage public de voiries*)	20 500 000	EUR	13 500	8,25	1,25	3,01
IDA	1 900 000	EUR	1 250	38	6	0,75
BIDC	21 100 000	USD	11 770	25	5	2,00
Banque Commerciale Internationale	9 910 000	EUR	6 500	5,67	0,67	4,41
IDA	4 800 000	EUR	3 150	58,00	6,00	0,75
AFD	40 000 000	EUR	26 240	20	5	0,25
Banque Commerciale Internationale	106 183 440	EUR	69 650	12	2	0,42
Banque Commerciale Internationale	41 685 156	EUR	27 340	7	2	3,95
AID	5 200 000	USD	2 900	38	6	0,75
AFD	10 000 000	EUR	6 560	20	5	0,75
AID	18 300 000	EUR	12 000	38	6	0
AID	27 300 000	EUR	17 910	38	6	0,75
AID	146 200 000	EUR	95 900	35	5	variable
Total			**409 670**			

Source : Bulletin statistique de la dette publique du Bénin, 2ème trimestre 2020 *(données ramenées en millions de FCFA pour conformité au format de présentation des données d'exécution budgétaire)*

Tableau n°16 : Point des nouveaux engagements en monnaie locale au 30 juin 2020 (en millions de FCFA)

Créanciers	Montants en millions de FCFA	Durées en année	Différés en année	Taux d'intérêt en %
Banques locales	26 390	5	2	5,98%
	15 210	8	2	5,95%
	16 280	8	2	5,95%
	14 170	8	2	6%
	8 400	6	1	5,75%
	27 340	6	1	5,50%
	10 030	6	1	5,50%
	3 000	8	2	5,75%
	15 000	18	5	2,75%
	20 000	12	3	5,68%
Total	**163 810**			

Source : Bulletin statistique de la dette publique du Bénin, 2ème trimestre 2020 *(données ramenées en millions de FCFA pour conformité au format de présentation des données d'exécution budgétaire)*

D. Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique et les caractéristiques du portefeuille des titres publics

1. Indicateurs du volume de la dette publique

L'indicateur **Valeur actuelle de la dette (en % du PIB)** s'établit à **41,8%** au 30 juin 2020, en hausse de 4,6 % par rapport au trimestre précédent (**37,2%** à fin mars 2020). Cet indicateur reste nettement en dessous de la limite de 55% conformément au Cadre de Viabilité de la Dette. Le taux d'endettement public s'établit à **48,40%**, largement en dessous du seuil communautaire. Ce taux devrait redescendre en fin d'année 2020 et se retrouver aux alentours de **43%** en lien avec le niveau du remboursement du service de la dette attendue pour le second semestre.

2. Evaluation du coût de la dette

L'indicateur **Paiement d'intérêts en % du PIB** permettant d'apprécier la pression qu'exerce le remboursement des intérêts de la dette sur la création de richesse dans un pays, reste faible et se stabilise à **1,8%**.
De plus, le taux d'intérêt moyen pondéré de la dette publique du Bénin est de **3,9%** au cours de la période sous revue, contre **4%** à fin mars 2020.

3. Exposition au risque de refinancement

La **durée moyenne d'échéance** du portefeuille de la dette publique s'établit à **7,2 ans**. La stratégie d'endettement à moyen terme du Bénin vise un rallongement de la

maturité du portefeuille de la dette. La **dette à amortir dans un an** représente **14,1%** de la dette totale et **6,8%** du PIB.

4. Exposition au risque de taux d'intérêt

La quasi-totalité de la dette publique est à taux d'intérêt fixe (**98,1%**). Ce qui implique une très faible exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt. L'indicateur **durée moyenne à refixer** représentant le temps moyen restant avant une probable révision des taux d'intérêts des instruments du portefeuille (en ce qui concerne la dette à taux variable et le monitoring relativement au risque de refinancement de la dette à taux d'intérêt fixe), est passé de **7,6 ans** à **7,1 ans** entre les deux trimestres.

5. Exposition au risque de taux de change

Le risque de fluctuation du taux de change est maîtrisé. En effet, la dette en devise du Bénin est dominée par l'Euro, non fluctuante par rapport au Franc CFA. La part des emprunts exposés aux risques de change (emprunts libellés en devises hors Euro en % du total) s'établit à **23,28%** en recul progressif (**25,1%** au 31 mars 2020, **28,07%** au 31 décembre 2019).
Au 30 juin 2020, le portefeuille des titres publics est composé de 63 titres (61 obligations du trésor et 2 bons du trésor). Avec un encours de **1 671,34 milliards de FCFA**, le taux moyen pondéré de rémunération du portefeuille des titres publics s'établit à **5,94%** pour une durée résiduelle moyenne de **2,88 ans.**

Les divers indicateurs présentés ci-dessus montrent que le Bénin respecte les différents critères de viabilité de la dette tant sur le plan sous régional (normes UEMOA) que sur le plan international (FMI, Banque Mondiale).

Tableau n°17 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique au 30 juin 2020

Indicateurs de coûts et risques		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Dette nominale (en milliards de FCFA)		2 263 320	1 988 120	4 251 440
Dette nominale (en % du PIB)		25,77	22,63	48,40
Valeur Actuelle de la dette (en % du PIB)		19,17	22,63	41,80
Indicateurs d'évaluation du coût de la dette	Paiement d'intérêts en % du PIB	0,5	1,3	1,8
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	2,1	6	3,9
Exposition au risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM	11,0	2,9	7,2
	Dette amortie dans un an (en % du total)	3,3	26,4	14,1
	Dette amortie dans un an (en % du PIB)	0,8	6	6,8
Exposition au risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) ATR	10,9	2,9	7,1
	Dette refixée dans un an (en % du total)	6,6	26,4	15,9

	Dette à taux d'intérêt fixe (en % total)	96,3	100	98,1
Exposition au risque de taux de change	Dette en devise (en % du total)			53,2
	Dette en devise hors Euro (en % du total)			23,3

Source : Bulletin statistique de la dette publique du Bénin, 2ème trimestre 2020 *(données ramenées en millions de FCFA pour conformité au format de présentation des données d'exécution budgétaire)*

E. Passifs contingents : Garantie souveraine émise par l'Etat

Le portefeuille de la dette publique contient un seul prêt bénéficiant de la garantie souveraine de l'Etat pour un montant initial de **27 milliards de FCFA**. L'encours de ce prêt au 30 juin 2020 s'élève à **20,20 milliards de FCFA**.

F. Caractéristiques du portefeuille des titres publics

Au 30 juin 2020, le portefeuille des titres publics est composé de soixante-trois (63) titres dont deux (02) bons du Trésor et soixante et un (61) obligations du Trésor. Avec un encours de 1 671 350 millions de FCFA, le taux moyen pondéré de rémunération du portefeuille des titres publics s'établit à 5,94% pour une durée résiduelle moyenne de 2,88 ans.

Tableau n°18 : Caractéristiques du portefeuille des titres publics au 30 juin 2020

Caractéristiques	Adjudication	Syndication	Total
Bons du Trésor			
Encours (millions de FCFA)	142 040	0	142 040
Nombre de titres en vie	2	0	2
Taux moyen pondéré	3,23%	0	3,23%
Durée résiduelle moyenne (années)	0,56	0	0,56
Obligations du Trésor			
Encours (millions de FCFA)	1 295 160	234 140	1529 300
Nombre de titres en vie	59	2	61
Taux moyen pondéré	6,14%	6,50%	6,19%
Durée résiduelle moyenne (années)	2,86	4,37	3,09
Titres publics			
Encours (millions de FCFA)	1 437 210	234 140	1 671 350
Nombre de titres en vie	61	2	63
Taux moyen pondéré	5,85%	6,50%	5,94%
Durée résiduelle moyenne (années)	2,63	4,37	2,88

Source : Bulletin statistique de la dette publique du Bénin, 2ème trimestre 2020 *(données ramenées en millions de FCFA pour conformité au format de présentation des données d'exécution budgétaire)*

VI. PRESENTATION DU NIVEAU D'EXECUTION DES DEPENSES PAR CLASSIFICATION

A. Classification administrative et économique

A fin juin 2020, l'exécution des dépenses consacrées aux activités récurrentes et aux investissements (transfert de capital, réhabilitation de bâtiments / infrastructures, construction et travaux de génie civil) des Ministères et Institutions de l'Etat atteint un montant de **387 770,7 millions de FCFA,** base engagement, soit **36,8%** des prévisions annuelles. En cumulant ces dépenses avec celles du budget du Fonds National des Retraites du Bénin et des comptes d'affectation spéciale, avec des crédits globaux et des charges financières de la dette publique et avec les remboursements de la dette publique au titre du 1er semestre 2020, la loi de finances a été globalement engagée à **47,6%** sur les prévisions annuelles de **1 986 910 millions de FCFA**.

Par ailleurs, l'analyse de l'exécution de la loi de finances, par grande masse économique révèle que les **dépenses ordinaires (y compris les dépenses de transfert)** sont engagées à **458 139,2 millions de FCFA** tandis que les **dépenses d'investissements** sont exécutées à **263 016,2 millions de FCFA** (hors les dépenses liées aux projets conduits en mode Partenariat-Public-Privé). Outre ces catégories de dépenses de l'Etat, celles **des comptes d'affectation spéciale** sont engagées pour **3 594,7 millions de FCFA** à fin juin 2020.

Le développement desdites dépenses, selon les unités administratives et la destination économique, est consigné dans le tableau ci-après.

Tableau n°19 : Classification administrative des dépenses au 30 juin 2020 (en millions de FCFA)

I- OPERATIONS BUDGETAIRES

SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES				DEPENSES EN CAPITAL				TOTAL EXECUTION (C)= (a+b)	Prévision loi de finances (D)	Taux d'exé. (C)*100/(D)
	Dépenses de personnel	Dépenses d'acquisitions de biens et services	Dépenses de transfert	Total dépenses ordinaires (a)	Ressources Intérieures	Ressources extérieures (dons)	Ressources extérieures (prêts)	Total dépenses en capital (b)			
1. Institutions	**13 252,5**	**6 689,9**	**9 043,8**	**28 986,3**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**28 986,3**	**45 973,9**	**63,0%**
Présidence de la République	631,5	1 869,4	7 629,0	10 129,9			0,0	**0,0**	**10 129,9**	20 795,1	48,7%
Assemblée Nationale	10 049,3	3 623,6	265,0	13 937,9				**0,0**	**13 937,9**	13 928,8	100,1%
Cour Constitutionnelle	474,9	138,1	1,5	614,5				**0,0**	**614,5**	1 561,5	39,4%
Commission Beninoise des Droits de l'Homme	130,6	0,0	181,0	311,6				**0,0**	**311,6**	570,0	54,7%
Cour Suprême	732,1	340,0	256,8	1 328,9				**0,0**	**1 328,9**	3 094,6	42,9%
Conseil Economique et Social	513,3	229,7	25,9	768,9				**0,0**	**768,9**	1 882,9	40,8%
Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication	585,9	239,0	21,3	846,2				**0,0**	**846,2**	1 850,6	45,7%
Haute Cour de Justice	135,0	136,3	1,0	272,3				**0,0**	**272,3**	515,1	52,9%
Médiateur de la République	0,0	113,8	40,2	153,9				**0,0**	**153,9**	400,5	38,4%
Commission Electorale Nationale Autonome	0,0	0,0	445,0	445,0				**0,0**	**445,0**	890,0	50,0%
Cour des Comptes	0,0	0,0	0,0	0,0				**0,0**	**0,0**	100,0	0,0%
Autorité de Protection des Données Personnelles (ex CNIL)	0,0	0,0	177,2	177,2				**0,0**	**177,2**	385,0	46,0%
2. Ministères	**131 855,0**	**29 121,0**	**55 317,2**	**216 293,2**	**129 650,9**	**3 534,3**	**9 306,0**	**142 491,2**	**358 784,4**	**1 006 372,9**	**35,7%**
Defense Nationale	13 716,3	2 901,4	291,8	16 909,4	1 153,8	0	0	**1 153,8**	**18 063,2**	41 328,9	43,7%
Economie & Finances	4 547,7	1 116,2	1 190,0	6 853,8	4 416,9	0,0	0,0	**4 416,9**	**11 270,7**	18 166,7	62,0%
Justice & Législation	2 539,9	1 026,0	2 020,6	5 586,4	1 494,4	0,0	0,0	**1 494,4**	**7 080,8**	17 320,0	40,9%
Plan et Développement	437,7	1 312,5	1 557,4	3 307,6	100,0	0,0	145,5	**245,5**	**3 553,1**	20 033,6	17,7%
Numérique et Digitalisation	5,2	342,9	193,6	541,7	1 736,5	0,0	380,0	**2 116,5**	**2 658,2**	13 731,4	19,4%
Communication & Poste	362,8	306,7	2 054,3	2 723,8	0,0	0,0	0,0	**0,0**	**2 723,8**	5 249,2	51,9%
Cadre de vie et Développement Durable	1 438,7	330,5	835,1	2 604,4	31 132,2	16,2	2 569,8	**33 718,2**	**36 322,6**	86 318,4	42,1%
Industrie et Commerce	437,3	421,7	287,4	1 146,4	23,8	0,0	0,0	**23,8**	**1 170,3**	3 381,2	34,6%
Santé	9 114,8	1 912,1	6 616,3	17 643,3	2 754,9	0,0	291,1	**3 046,0**	**20 689,3**	70 318,9	29,4%
Energie	673,7	247,6	128,2	1 049,5	5 622,0	859,3	1 700,1	**8 181,4**	**9 231,0**	45 261,7	20,4%
Agriculture, Elevage et Pêche	2 737,8	1 363,1	6 384,8	10 485,7	1 723,1	9,2	444,4	**2 176,6**	**12 662,3**	70 906,7	17,9%
Tourisme, Culture & Art	235,4	448,5	2 397,3	3 081,2	4 385,5	0	0,0	**4 385,5**	**7 466,8**	30 105,2	24,8%

SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES				DEPENSES EN CAPITAL				TOTAL EXECUTION (C)= (a+b)	Prévision loi de finances (D)	Taux d'exé. (C)*100/(D)
	Dépenses de personnel	Dépenses d'acquisitions de biens et services	Dépenses de transfert	Total dépenses ordinaires (a)	Ressources Intérieures	Ressources extérieures (dons)	Ressources extérieures (prêts)	Total dépenses en capital (b)			
Sports	474,5	566,9	1 535,1	2 576,5	13 126,2	0	0,0	**13 126,2**	**15 702,7**	22 101,9	71,0%
Affaires Sociales & Microfinance	227,4	631,5	1 197,3	2 056,2	241,0	0,0	0,0	**241,0**	**2 297,2**	7 701,0	29,8%
Enseignement supérieur	10 989,2	313,7	5 329,1	16 631,9	8 498,5	0	0,0	**8 498,5**	**25 130,4**	63 769,9	39,4%
PME & Prom. Emploi	32,3	321,6	1 911,3	2 265,2	0,0	0,0	0,0	**0,0**	**2 265,2**	6 309,7	35,9%
Infrastructures & Transports	410,6	352,3	327,5	1 090,4	24 411,5	0,0	0,0	**24 411,5**	**25 501,9**	91 485,4	27,9%
Fonction Publique	1 263,4	1 157,2	1 230,0	3 650,6	345,9	0	0,0	**345,9**	**3 996,5**	7 069,4	56,5%
Intérieur & Sécurité Publique	12 808,9	2 152,0	783,9	15 744,9	1 169,5	0	0,0	**1 169,5**	**16 914,4**	54 445,8	31,1%
Décentralisation & Gouv. Locale	722,4	1 988,0	3 526,0	6 236,4	9 872,7	0,0	0,0	**9 872,7**	**16 109,1**	44 256,8	36,4%
Enseignement Maternel & Primaire	32 924,2	1 746,6	10 510,8	45 181,7	3 254,9	0	0,0	**3 254,9**	**48 436,5**	118 931,3	40,7%
Enseignement Secondaire, Tech & Prof.	25 985,9	2 098,0	4 753,7	32 837,6	2 259,0	0,0	0,0	**2 259,0**	**35 096,6**	87 893,0	39,9%
Affaires étrangères & Coopération	8 782,6	5 641,9	113,3	14 537,7	585,0	0	0,0	**585,0**	**15 122,7**	27 951,6	54,1%
Eau & Mines	56,8	298,1	142,4	497,3	11 343,6	2 649,6	3 775,1	**17 768,3**	**18 265,6**	49 401,1	37,0%
Caisse Autonome d'Amortissement	929,5	124,1	0,0	1 053,6	0,0	0	0,0	**0,0**	**1 053,6**	2 934,0	35,9%
TOTAL MINISTERES ET INSTITUTIONS (3) = (1)+(2)	**145 107,5**	**35 810,9**	**64 361,0**	**245 279,4**	**129 650,9**	**3 534,3**	**9 306,0**	**142 491,2**	**387 770,7**	**1 052 346,8**	**36,8%**
Crédits globaux (4)	51 747,2	18 104,6	52 328,8	122 180,7	20 296,7	7 274,9	92 953,5	**120 525,1**	**242 705,7**	166 753,2	145,5%
Charges financières de la dette publique (5)									**90 679,1**	162 300,0	55,9%
TOTAL BUDGET GENERAL (3)+(4)+(5)	**196 854,7**	**53 915,5**	**116 689,9**	**367 460,1**	**149 947,5**	**10 809,2**	**102 259,5**	**263 016,3**	**721 155,5**	**1 381 400,0**	**52,2%**
Budget annexe du FNRB	**54,8**	**270,9**	**44 705,5**	**45 031,2**				**0,0**	**45 031,2**	**89 000,0**	**50,6%**
Comptes d'affectation spéciale									**3 594,7**	**16 500,0**	**21,8%**
TOTAL BUDGET DE L'ETAT	**196 909,5**	**54 186,5**	**161 395,3**	**412 491,3**	**149 947,5**	**10 809,2**	**102 259,5**	**263 016,3**	**769 781,4**	**1 486 900,0**	**51,8%**

II- OPERATIONS DE TRESORERIE

Prêts et avances	Amortissement emprunts bilatéral+ multilatéral	Amortissement tirages FMI	Amortissement emprunts banques internationales	Amortissement Bons du Trésor	Indemnités de vacation des enseignants	Amortissement dettes banques locales	Variation des instances de paiement	Amortissement Obligations du Trésor	Total exécution	Prévision Loi de Finances	Taux d'exé
230,0	16 178,6	3 195,4	1 623,7	21 947,0	10 357,9	28 692,4	10 000,0	83 871,1	**176 096,1**	**500 010,0**	**35,2%**
TOTAL LOI DE FINANCES (I)+(II)	-	-	-	-	-	-	-	-	**945 877,5**	**1 986 910,0**	**47,6%**

B. Classification fonctionnelle

Les administrations publiques, dans l'exécution de leur mission, s'efforcent d'atteindre des objectifs socioéconomiques. En conséquence, le Gouvernement s'emploie à mettre à leur disposition les ressources nécessaires.

A fin juin 2019, pour chaque **10 000 FCFA** dépensé par l'Etat, **2 600 FCFA** ont été consacrés aux services économiques (agriculture, commerce, industrie, infrastructures routières et énergétiques, communication), **3 310 FCFA** aux administrations publiques, **1 490 FCFA** à l'éducation, **750 FCFA** à la protection de l'environnement, à l'amélioration du cadre de vie et aux logements sociaux, **600 FCFA** pour la défense, la protection des béninois et de leurs biens et la justice, **280 FCFA** à la construction et l'équipement des hôpitaux et aux aides sociales (microcrédits, assurance maladie, etc.), **650 FCFA** pour la protection des personnes vulnérables, en particulier les plus pauvres et les populations victimes des catastrophes et près de **320 FCFA** au développement des infrastructures sportives, touristiques et cultures.

Le niveau de consommation des crédits suivant la classification fonctionnelle à fin juin 2019 est en cohérence avec les plans de consommation en cours dans les ministères et Institutions de l'Etat. Une amélioration nette de la part des dépenses exécutées au profit des secteurs des affaires économique, de la protection de l'environnement et de la santé et la protection sociale est attendue en fin gestion du fait des politiques publiques en cours de mise en œuvre et dont des allocations ont été affectées.

Tableau n°20 : Présentation de l'exécution du budget de l'Etat, **gestion 2020 à fin juin** par fonction (en millions de FCFA)

N°	Fonction	Prévisions	Exécution	Taux d'exéc.	Poids
1	Services généraux des administrations publiques	474 338,5	241 637,6	50,9%	33,1%
2	Protection de l'environnement	42 781,4	36 322,6	84,9%	5,0%
3	Enseignement	273 594,2	109 170,8	39,9%	14,9%
4	Affaires économiques	259 426,0	190 033,6	73,3%	26,0%
5	Protection sociale	96 701,0	47 328,3	48,9%	6,5%
6	Loisirs, culture et culte	52 207,1	23 169,5	44,4%	3,2%
7	Ordre et sécurité publique	73 265,8	24 430,5	33,3%	3,3%
8	Santé	70 318,9	20 689,3	29,4%	2,8%
9	Défense	51 328,9	19 743,6	38,5%	2,7%
10	Logement, aménagement et services collectifs	92 938,1	18 265,6	19,7%	2,5%
Total Fonctions		**1 486 900**	**730 791,4**	**49,1%**	**100%**

Source : DGB/MEF, août 2020

VII. NIVEAU D'EXECUTION DES POLITIQUES PUBLIQUES EN COURS DANS LES MINISTERES AU 30 JUIN 2020 (GRANDES REALISATIONS PHYSIQUES)

Tableau n°21 : Synthèse de l'exécution financière et physique des programmes budgétaires de quelques ministères à fin juin 2020

Programme budgétaires	Nature économique	Année 2020					Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance			
		Prévisions	Exécution Base Engag	Taux	Exécution Base Ordonn.	Taux		Libellé	Valeur de référence	Valeur cible	Valeur atteinte au 30 juin
Ministère de l'Energie											
Programme 1	Personnel (1)	267 993 000	133996500	50,00	133996500	50,00	– Réalisation des travaux d'alimentation en énergie électrique des localités de Bessassi-Bouka et Dounkassa ; – Réalisation des travaux d'alimentation en énergie électrique des localités de Kpohoungonou et Djakoté dans la Commune de Comè ; – Réception des travaux BT de Kotari et Itadjebou ; – Réalisation de l'attachement des travaux BT de Maregourou o Acquisition des chaînes d'isolateurs en silicone et isolateurs rigides pour les travaux de mise aux normes de tronçon de ligne Nikki-Kalalé ; – Réalisation des travaux de densification des réseaux de distribution BT de la localité de Honcomè dans la Commune de Comè pour l'amélioration de la qualité de service au profit des populations ; – Acquisition de 75.000 compteurs à prépaiement de type STS au profit de la SBEE : La totalité des 75.000 compteurs est réceptionnée et stockée au magasin de la SBEE ; – Acquisition de 75000 accessoires et pose des kits de branchements aux abonnés de la SBEE (la totalité des 75.000 compteurs est				
	ABS (2)	15 000 000	0	0,00	0	0,00					
	Transfert (3)	238 000 000	53 823 000	22,61	0	0,00					
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) +(2) + (3)	520 993 000	187 819 500	36,05	133 996 500	25,72					
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	62 827 120 487	13 668 006 732	21,75	7 435 843 361	11,84					
	Transfert en capital (6)	0			0						
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	62 827 120 487	13 668 006 732	21,75	7 435 843 361	11,84					
	Total P1 (8) = (4) + (7)	63 348 113 487	13 855 826 232	21,87	7 569 839 861	11,95					

							réceptionnée et stockée au magasin de la SBEE).				
Programme 2	Personnel (1)	429 590 000	214 795 000	50,00	214 795 000	50,00					
	ABS (2)	605 932 000	288 625 792	47,63	125 789 600	20,76					
	Transfert (3)	255 645 000	62 855 220	24,59	15 203 300	5,95					
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) +(2) + (3)	1 291 167 000	566 276 012	43,86	355 787 900	27,56					
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	0	0		0						
	Transfert en capital (6)	0	0		0						
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	0	0		0						
	Total P2 (8) = (4) + (7)	1 291 167 000	566 276 012	43,86	355 787 900	27,56					
RECAPITULATIF	Personnel (1)	697 583 000	348 791 500	50,00	348 791 500	50,00					
	ABS (2)	620 932 000	288 625 792	46,48	125 789 600	20,26					
	Transfert (3)	493 645 000	116 678 220	23,64	0	0,00					
	Total dépenses ordinaires	1 812 160 000	754 095 512	41,61	489 784 400	27,03					
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	62 827 120 487	13 668 006 732	21,75	7 435 843 361	11,84					
	Transfert en capital (6)	0	0		0						
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	62 827 120 487	13 668 006 732	21,75	7 435 843 361	11,84					
	Total (8) = (4) + (7)	64 639 280 487	14 422 102 244	22,31	7 925 627 761	12,26					
Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance											
Programme 1	Personnel (1)	1 282 163 000	206 236 577	16,09	206 236 577	16,09	- Renforcement des capacités des assistants sociaux des CPS et SSS sur la conduite des enquêtes sociales et la rédaction des rapports d'enquête sociale - Organisation de 300 suivis au profit de 600 bénéficiaires d'appuis (Victimes de VBG, PTA, PH, triplés, CAPE, GF, secours nationaux - Animation des séances de rééducation fonctionnelles par les volontaires RBC dans 5 espaces contact des arrondissements	**Taux d'exécution physique du PTA du MASM**	**74,87**	**80**	**27,52**
	ABS (2)	1 299 465 000	578 822 789	44,54	339 859 131	26,15		**Taux d'exécution financière (base ordonnancement)**	**88,9**	**85**	**22,53**
Pilotage et soutien aux services	Transfert (3)	717 640 000	195 424 505	27,23	117 965 355	16,44					
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) +(2) + (3)	3 299 268 000	980 483 871	29,7	664 061 063	20,13					
	Investissement exécuté par l'Etat (5)										
	Transfert en capital (6)										

	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)						périphériques de Malanville et extension des espaces contacts dans la commune de Kandi.				
	Total P1 (8) = (4) + (7)	3 299 268 000	980 483 871	29,72	664 061 063	20,13					
Programme 2 **Promotion socio-économique des couches vulnérables**	Personnel (1)	276 590 000	12 880 093	4,66	12 880 093	4,66	– Constitution de 834 dossiers de secours nationaux 2020 ; – Appui à 2268 personnes vulnérables groupes cibles du Ministère (293 PH, 342 PTA, 1064 OEV, 335 victimes de VBG, 234 autres personnes indigentes) ; – Réconciliation de 2030 ménages par les CPS Organisation de 852 séances de sensibilisation (691 séances IEC/CCC et 161 émissions radiophoniques interactives) sur les gestes barrières à observer pour contrer la propagation du Covid-19 et les mesures sociales de riposte à cette pandémie ; – Extension du SIDOFFE-NG dans 12 Communes, Renforcement de capacités des acteurs de collecte de données / supervision et dissémination.	**Nombre de nouvelles infrastructures de protection sociale et de promotion**	**0**	**10**	**0**
	ABS (2)	104 500 000	44 693 965	42,77	23 748 844	22,73					
	Transfert (3)	1 466 901 000	611 662 288	41,70 %	485 235 240	33,08					
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) +(2) + (3)	1 847 991 000	669 236 346	36,21	521 864 177	28,24					
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	1 525 000 000	256 008 621	16,79	122 770 772	8,05					
	Transfert en capital (6)										
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	1 525 000 000	256 008 621	16,79	122 770 772	8,05					
	Total P2 (8) = (4) + (7)	3 372 991 000	925 244 967	27,43	644 634 949	19,11					
Programme 3 **Développement de l'industrie de la microfinance**	Personnel (1)	75 856 000	8 274 350	10,91	8 274 350	10,91	– Mise en place des Refinancements au profit des SFD, – Remboursement des emprunts BADEA (I et II) – Renforcement des SFD pour la prise en main du mécanisme transitoire – Communication média et hors média sur la relance des microcrédits nouvelle formule – Tenue de la première session du CNM – Tenue de l'atelier pour la prise en compte du genre dans l'inclusion financière.	**Nombre de points service**	**670**	**710**	
	ABS (2)	32 881 000	8 000 000	24,33	8 000 000	24,33					
	Transfert (3)	920 000 000	445 700 118	48,45	410 427 418	44,61					
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) +(2) + (3)	1 028 737 000	461 974 468	44,91	426 701 768	41,48		**Nombre de points service**	**98,87**	**100**	
	Investissement exécuté par l'Etat (5)										
	Transfert en capital (6)										
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	-	-								
	Total P3 (8) = (4) + (7)	1 028 737 000	461 974 468	44,91	426 701 768	41,48					
	ABS (2)										
	Transfert (3)										
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) +(2) + (3)										
	Investissement exécuté par l'Etat (5)										
	Transfert en capital (6)										

	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)										
	Total P4 (8) = (4) + (7)										
RECAPITULATIF	**Personnel (1)**	**1 634 609 000**	**227 391 020**	**13,91**	**227 391 020**	**13,91**					
	ABS (2)	**1 436 846 000**	**631 516 754**	**43,95**	**371 607 975**	**25,86**					
	Transfert (3)	**3 104 541 000**	**1 252 786 911**	**40,35**	**1 013 628 013**	**32,65**					
	Total dépenses ordinaires	**6 175 996 000**	**2 111 694 685**	**34,19**	**1 612 627 008**	**26,11**					
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	**1 525 000 000**	**256 008 621**	**16,79**	**122 770 772**	**8,05**					
	Transfert en capital (6)	-	-								
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	**1 525 000 000**	**256 008 621**	**16,79**	**122 770 772**	**8,05**					
	Total (8) = (4) + (7)	**7 700 996 000**	**2 367 703 306**	**30,75**	**1 735 397 780**	**22,53**					
Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale											
Programme 1 **Pilotage et Soutiens aux Services**	Personnel (1)	291 597 000	690 859 141	236,92	690 859 141	236,92	– Coordination des Activités des différentes structures du Ministère : Les activités effectuées au cours du premier ont été sous la supervision du Cabinet et du Secrétariat Général du Ministère ; – Acquisition des fournitures et consommables au profit des structures du niveau central ; – Appui à la gestion des carrières des personnels des collectivités territoriales décentralisées suivant les dispositions de la loi portant statut de la fonction publique territoriale : La mission n'a pas encore eu lieu mais les préparatifs ont évolué ; – Elaboration des documents de programmation pluriannuelle des dépenses ; – Organisation de la revue du PTA du premier semestre ; – Acquisition du matériel, mobiliers, équipements, pneus et pièces de rechanges au profil du ministère ;				
	ABS (2)	2 293 602 000	1 644 180 453	71,69	1 260 167 224	54,94					
	Transfert (3)	0	0	0,00	-	0,00					
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) +(2) + (3)	**2 585 199 000**	**2 335 039 594**	**90,32**	**1 951 026 365**	**75,47**					
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	333 198 000	151 851 395	45,57	10 392 079	3,12					
	Transfert en capital (6)	0	0	0,0	0	0,00					
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	**333 198 000**	**151 851 395**	**45,57**	**10 392 079**	**3,12**					
	Total P1 (8) = (4) + (7)	**2 918 397 000**	**2 486 890 989**	**85,21**	**1 961 418 444**	**67,21**					

							- Règlement des charges locatives pour les véhicules sous leasing ; - Organisation de la tournée du ministre; - Elaboration des états d'effectif du personnel présent au poste au 1er janvier 2020; - Procédure de recrutement d'un prestataire pour l'achèvement des travaux de réfection de la préfecture d'Abomey suite à l'autorisation de la DNCMP (en cours) ; - Réception provisoire des travaux de construction de la salle de conférence ; - Organisation de séances d'échanges sur la réhabilitation du bâtiment principal de l'IGAA ; - Procédure de signature de contrat en cours pour la peinture et câblage des murs extérieurs du bâtiment ; - Procédure de recrutement d'un prestataire pour l'acquisition et l'installation d'un ascenseur ; - Blocage des travaux de câblage du fait de l'intervention des travaux d'assainissement engagés par la Présidence de la République ; - Réception en cours des équipements sur le projet.				
Programme 2 **Gouvernance et Développement à la Base**	Personnel (1)	204 458 000	152 327 472	74,50	152 327 472	74,50	- Mission de suivi des recommandations, d'audit organisationnel et du point de la mise en œuvre de la comptabilité des matières dans six (6) préfectures à savoir Abomey, Dassa, Djougou, Parakou, Pobè et Porto-Novo ; - Poursuite et achevé au cours de la période sous revue la mission de contrôle technique approfondi dans cinq (05) communes à savoir Dangbo, Zè, Ouinhi, Avrankou, Klouékanmè; - Préparation de la mission d'audit sur le FADeC au titre de la gestion exercice 2019 dans les 77 communes du Bénin; - Préparation du lancement de la vulgarisation du code validé en décembre 2019;				

							- Restitutions des résultats des audits FADeC 2019 au niveau national et communal; - Organisation des contrôles du suivi des recommandations des missions antérieures des commandes publiques et des commandes publiques et de l'utilisation des ressources de six (06) Préfectures; - Transfert des ressources FADEC (Fonctionnement et Investissement) au titre du 1er semestre ; - Organisation de deux missions de suivi de l'utilisation du FADeC et d'assistance ; - Mise en place de place forme web d'information et de consultations des BTR et autres documents sur les finances locales ; - Réalisation de l'étude portant identification des critères de répartition du FADeC fonctionnement ; - Renforcement des capacités de deux cadres (formations/ recyclage) du SP CONAFIL au Cameroun ; - Réception provisoire en cours des travaux d'estampillage des hangars construits sur le projet ; - Paiement des décomptes relatifs aux travaux de réfection des anciens hangars dans le marché d'Aïffa/Zé lot 2 et du cabinet pour le suivi et le contrôle des travaux d'assainissement et d'aménagement du marché Aïffa/Zé ; - Réalisation d'un attachement sur le chantier relatif aux travaux d'achèvement de la construction du marché de Agbangnizoun. Travaux presque achevés ; - Autorisation de la DNCMP pour la résiliation des contrats relatifs aux construction dans les marchés de Dassa-Zoumè et de Allada ; - Procédure cours pour le recrutement de prestataires pour l'achèvement des travaux de Dassa-Zoumè et Allada ;				

							- Evaluation des travaux restants et élaboration des dossiers techniques sur les chantiers de Allada et Dassa ; - Identification des fournitures de bureau et lancement des commandes ; - Paiement du dernier décompte des travaux de construction des marchés de Dangbo.				
	ABS (2)	536 686 000	187 251 609	34,89	118 978 960	22,17					
	Transfert (3)	3 315 999 000	3 157 999 500	95,24	3 157 999 500	95,24					
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) +(2) + (3)	**4 057 143 000**	**3 497 578 581**	**86,21**	**3 429 305 932**	**84,53**					
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	0	0		0						
	Transfert en capital (6)	1 350 000 000	141 570 070	10,49	108 374 525	8,03					
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	32 955 501 000	19 079 816 650	57,90	19 079 816 650	57,90					
	Total P2 (8) = (4) + (7)	**34 305 501 000**	**19 221 386 720**	56,03	**19 188 191 175**	**55,93**					
Programme 3 **Programme d'Appui à la Déconcentration.**	Personnel (1)	1 104 645 000	25 563 592	2,31	25 563 592	2,31	- Elaboration du PAAC 2021 dans tous les départements ; - Suivi et mise en œuvre du PAAC 2020 ; - Organisation des tournées des autorités préfectorales ; - Tenue des sessions du CDCL; - Organisation de 06 sessions de la CAD ; - Organisation de deux (02) réunions du Comité Départemental de Sécurité ; - Organisation des missions d'assistance conseil dans les communes ; - Collecte des données dans les communes pour l'élaboration de l'annuaire statistique départementale ; - Acquisition des fournitures de bureau ;	Taux moyen d'approbation des actes			
	ABS (2)	1 804 272 000	1 014 864 565	56,25	620 696 840	34,40		Niveau moyen d'exécution des programmes annuels d'assistance-conseil.			
	Transfert (3)	0	0	-	0	-		Taux de couverture ministérielle en plan 2D			
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) +(2) + (3)	**2 908 917 000**	**1 040 428 157**	**35,77**	**646 260 432**	**22,22**		Nombre de PDCAD élaboré et mise en œuvre			
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	66 802 000	66 802 000	100	9 500 000	14,22		Ratio moyen de réunion de CDCC			
	Transfert en capital (6)	0	0	0,0	0	0,0		Taux moyen de participation au CDCC			

	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	**66 802 000**	**66 802 000**	**100,0**	**9 500 000**	**14,22**	– Organisation des réunions du comité départemental de transhumance ; – Acquisition des fournitures de bureau au profil des préfectures	Ratio moyen de réunion de CAD			
	Total P3 (8) = (4) + (7)	**2 975 719 000**	**1 107 230 157**	**37,21**	**655 760 432**	**22,04**		Taux moyen de participation au CAD			
	Total P4 (8) = (4) + (7)										
RECAPITULATIF	Personnel (1)	1 600 700 000	868 750 205	54,27	868 750 205	54,27					
	ABS (2)	4 634 560 000	2 846 296 627	61,41	1 999 843 024	43,15					
	Transfert (3)	3 315 999 000	3 157 999 500	95,24	3 157 999 500	95,24					
	Total dépenses ordinaires	**9 551 259 000**	**6 873 046 332**	**71,96**	**6 026 592 729**	**63,10**					
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	1 750 000 000	360 223 465	20,58	128 266 604	7,33					
	Transfert en capital (6)	32 955 501 000	19 079 816 650	57,90	19 079 816 650	57,90					
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	**34 705 501 000**	**19 440 040 115**	**56,01**	**19 208 083 254**	**55,35**					
	Total (8) = (4) + (7)	**44 256 760 000**	**26 313 086 447**	**59,46**	**25 234 675 983**	**57,02**					
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA POSTE											
Programme 1 **Pilotage et Soutiens aux Services**	Personnel (1)	**576 225 000**	247 702 047	**42,99**	**247 702 047**	**42,99**	- Payement des salaires des agents ; - Elaboration du premier draft du DPPD 2021-2023 ; - Paiement des charges leasing, des charges de téléphone, d'eau et d'électricité pour le premier semestre ; - Organisation de la revue du PTA au 30 juin ; - Elaboration de l'état nominatif du MCP ; - Achat de carburant pour le fonctionnement du premier semestre ; - Organisation des missions de contrôles dans le cadre du Programme Harmonisé ; - Elaboration du Plan de Passation des Marchés (PPM) 2020 - Organisation d'activités relatives à la communication gouvernementale	Taux d'exécution physique	ND	ND	14,50%
	ABS (2)	**555 788 000**	386 587 282	**69,56**	**281 568 000**	**50,66**		Taux d'exécution du budget du MCP	ND	ND	38,28%
	Transfert (3)	**251 904 000**	3 549 280	**1,41**	**549 280**	**0,22**					
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) +(2) + (3)	**1 383 917 000**	637 838 609	**46,09**	**529 819 327**	**38,28**					
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	-	-	-	-	-					
	Transfert en capital (6)	-	-	-	-	-					
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	-	-	-	-	-					
	Total P1 (8) = (4) + (7)	**1 383 917 000**	637 838 609	**46,09**	**529 819 327**	**38,28**					

Programme 2 **Information, communication et Poste**	Personnel (1)	143 534 000	42 153 823	29,37	152 327 472	29,37	- Transfert des subventions aux organismes sous tutelle ; - Couverture médiatique des événements au cours du premier semestre ; - Diffusion en bande KU et C des programme de l'ORTB au cours du premier semestre ; - Diffusion en bande KU des programmes de BB24.	Taux d'exécution Physique	ND	ND	35,22%
	ABS (2)	16 000 000	8 000 000	50,00	118 978 960	50,00		Taux d'exécution du budget du MCP	ND	ND	52,45%
	Transfert (3)	3 705 791 000	2 035 810 024	54,94	3 157 999 500	53,35					
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) +(2) + (3)	3 865 325 000	2 085 963 847	53,97	**3 429 305 932**	52,45					
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	-		-	0	-					
	Transfert en capital (6)	-		-	108 374 525	-					
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	-		-	19 079 816 650	-					
	Total P2 (8) = (4) + (7)	3 865 325 000	2 085 963 847	53,97	**19 188 191 175**	52,45					
RECAPITULATIF	Personnel (1)	719 759 000	289 855 870	40,27	289 855 870	40,27	- Couverture médiatique nationale et internationale des évènements publics pour le premier semestre ; - Réalisation d'activités relatives à la promotion de l'action gouvernementale.	Taux d'exécution Physique	ND	80%	23,85%
	ABS (2)	571 788 000	394 587 282	69,01	289 568 000	50,64		Taux d'exécution du budget du MCP	ND	90%	48,71%
	Transfert (3)	3 957 695 000	2 039 359 304	51,53	1 977 609 304	49,97					
	Total dépenses ordinaires	5 249 242 000	2 723 802 456	51,89	2 557 033 174	48,71					
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	-	-								
	Transfert en capital (6)	-	-								
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	-	-								
	Total (8) = (4) + (7)	5 249 242 000	2 723 802 456	51,89	2 557 033 174	48,71					
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)											
Programme 1 **Pilotage et Soutien des Services**	Personnel (1)	0	**376 642 000**	**50,00**	**376 642 000**	**50,00**	- Elaboration du rapport budgétaire sectoriel 2019 ; - Participation aux réunions techniques dans le cadre de la préparation du budget 2021 ; - Participation du MAEP à la conférence de performance ; - Tenue deux ateliers d'élaboration Rapports Annuels de Performance gestions 2017 et 2018 ;	Taux de satisfaction des usagers du ministère			
	ABS (2)	3 694 219 000	795 250 000	21,53	751 500 000	20,34		Taux de mise en œuvre des orientations stratégiques annuellement définies dans le cadre de l'administration et de la gestion du secteur agricole			
	Transfert (3)	5 006 095 000	456 200 695	9,11	265 738 126	5,31		Taux moyen d'adéquation poste-profil au ministère			
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) +(2) + (3)	9 453 598 000	1 628 092 695	17,22	1 393 880 126	14,74		Taux d'exécution du budget du ministère			

							– Atelier d'élaboration du rapport de performance du secteur pour le compte de la gestion 2019 ; – Formatage du PTAB 2020 au mode programme ; – Renforcement du pack informatique (12 ordinateurs) ; – Mise en place dispositif de lave-main dans les centres de traitement ; – Archivage/vérification/codification et saisie des questionnaires "recensement des ménages agricoles et para agricoles" : saisie module de base (71/77) ; – Paiement agents de traitement : 602/689 ; 61 340 000/70 180 000 FCFA ; ressources sécurisées pour le second mois de travail ; – Mobilisation de l'équipe d'analyse de traitement ; – Elaboration du plan du rapport du module de base ; – Formalisation accord avec la FAO en cours (accord verbal acquis) : Dispositions logistiques pour formation des formateurs, Implémentation des questionnaires sur Survey Solutions, Test des questionnaires, Mobilisation ressources ; – Evaluation conjointe de la sécurité alimentaire et des marchés ; – Supervision des opérations de collecte des prix des produits agricoles ; – Collecte informations sur marchés agricoles et à bétail : 65 marchés suivis dont 15 marchés à bétail ; – Elaboration et validation des TdR pour la mise en œuvre des activités ; – Organisation de la revue du PTAB MAEP au 31/12/19 ; – Organisation de la revue du deuxième trimestre des projets et programmes du MAEP ;	(engagement et ordonnancement)			
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	2 542 230 000	919 262 163	36,16	59 185 191	2,33		Taux d'exécution du plan de passation des marchés du ministère			
	Transfert en capital (6)							Indice d'efficacité du PTA-			
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	2 542 230 000	919 262 163	36,16	59 185 191	2,33		Taux de fréquentation du site web			
	Total P1 (8) = (4) + (7)	11995828000	2 547 354 858	21,24	1 453 065 317	12,11					

							- Préparation technique du processus d'élaboration des Documents de Planification Départementale Harmonisée pour l'année 2020 ; - Participation à l'élaboration de la stratégie d'approvisionnement des cantines scolaires en vivres à partir de la production locale ; - Réalisation mission d'échanges avec AMSANA et partenaires dans le cadre du suivi de la SAN ; - Participation aux activités d'implémentation de l'outil mVAM au Bénin ; - Suivi à distance de la SAN en période de COVID-19 avec le guide d'information sur l'impact de la crise de la Covid-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest ; - Elaboration et publication du bulletin LISA-SAP ; - Réalisation de la phase pilote de la cartographie des risques dans 5 structures du MAEP ; - Appui à l'élaboration de la cartographie des risques dans 24 structures ; - Appréciation du rapport de performance au titre de l'année 2018 ; - Supervision des premières sessions de CCos et CDèS au titre de 2020 ; - Mise en place d'un Centre d'appel (Call Center : version start up mobile) au profit des ressortissants des CAB (action pilote territoriale) ; - Organisation de la 1ère revue départementale du secteur agricole dans le Plateau.				
Programme 2 **Agriculture**	Personnel (1)	5 455 865 000	2 727 932 500	50,00	2 727 932 500	50,00	Production 3 335 580 de rejets épurés provenant des opérations de sélection massale suivies par les conseillers ananas du Pôle 7	Part des productions végétales à la croissance du PIB agricole			
	ABS (2)	1 080 329 000	474 069 592	43,88	399 024 055	36,94		Proportion d'exploitants agricoles ayant adopté au			

							– Mise en place 184 137 rejets d'ananas des Communes zones d'extension au profit 23 producteurs – Mise en place dans les 24 communes du pôle 7 de 46 350 g de semences (tomate platinum : 2 400 g, tomate Padma : 3 900 g, Piment Sunny : 9 900 g, Piment Gbatakin : 5 950 g, carotte All season : 12 800 g, Laitue Eden : 11 400 g), de 765,5 litres d'insecticides (Pacha : 624,5 litres et d'acarius : 141 litres) et 145,5 Kg de fongicides (Topsin M) – Organisation trois missions d'appui technique à la production maïs grains et semence au Pôle 2 – Acquisition et installation de 300 plants performants au profit de trois exploitants de parcs à bois (3 x 0,5 ha) de production de greffons d'anacardiers dans le Pôle 2 – Production de 63 512 plants certifiés d'anacardiers – Contrôle qualité des semences (riz, maïs, cultures maraichères) à la distribution et au stockage dans le département de l'Ouémé – Certification 61,5 tonnes semences riz (Collines : 41,5T - Borgou : 14,810T - Atacora : 5,2T) – Semences certifiées maïs mises en place : 439,79 t – Acquisition de 6225 Tonnes d'engrais NPK SB Zn et Urée 46%N – Acquisition 1000 tonnes d'engrais NPK MgO – Formation 10 000 chefs d'entreprises agricoles et 300 chefs d'entreprises rurales basées dans l'agriculture, dont 35 % sont des femmes et 20 % des jeunes, sur une mesure de développement des compétences, (PROFINA) ; – Renforcement des capacités de 753 acteurs des chaînes de valeurs ananas et leur suivi, (ATDA7) '– Formation de 864 acteurs sur les pratiques rizicoles adaptées – Revue de technologies au profit de 40 transformateurs/ transformatrices sur les techniques de transformation et de conservation de l'ananas	moins une pratique de gestion durable des terres			
	Transfert (3)	1 591 368 000	5 789 895 016	36,38	3 993 644 356	25,10		Degré (%) de compétitivité des produits phares d'origine végétale (quantité, régularité, qualité et prix) par rapport aux produits concurrents d'origine extérieure			
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) +(2) + (3)	**22449874000**	**8 991 897 108**	**40,05**	**7 120 600 911**	**31,72**		Taux de conformité aux normes des produits d'origine végétale			
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	27694149000	**20 675 208 035**	75,86	14 161 922 057	51,14		Indice de production agricole vivrière			
	Transfert en capital (6)	5 785 000 000	770 000 000	7,56	570 000 000	9,85					
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	**3 347 914 000**	**21 445 208 035**	**64,06**	**14 731 922 057**	**44,00**					
	Total P2 (8) = (4) + (7)	**55 929 023 000**	**30 437 105 143**	**54,42**	**21 852 522 968**	**39,07**					

							– Formation de 60 techniciens/conseillers provenant de 30 communes du Bénin (pôle 7 : 15 ; pôle 6 : 4 ; pôle 5 : 8 et pôle 4 : 3) sur les itinéraires techniques de production d'ananas frais et rejets avec intégration des mesures de Gestion Durable des Terres (GDT) et d'Adaptation aux Changements Climatiques (ACC) ; – Formation de 116 acteurs de la filière ananas (100 producteurs, 08 exportateurs et 08 commerçants) provenant de 12 communes du pôle 7 sur les normes (NAFDAC, GLOBALGAP, ISO…) ainsi que la qualité de l'ananas et de ses produits dérivés ; – Formation de 40 transformateurs/transformatrices provenant de 08 communes du pôle 7 sur les techniques de transformation et de conservation de l'ananas ; – Renforcement capacités de 1 003 maraîchers sur 08 différentes thématiques relatives à la filière – Organisation de quatre (04) sessions de sélection des dossiers de projets à soumettre au financement du FNDA et FADeC-Agriculture – Organisation de la 2ème édition de la célébration de la journée de la femme agricultrice rurale (Contribution de la CNA) ; – Organisation d'une séance de vulgarisation du code foncier rural dans le Zou – Actualisation du répertoire des prestataires en conseil agricole au titre année 2020 dans le Zou – Finalisation des projets de convention de partenariat entre FNDA et Prestataires de Services Financiers (PSF) ; – Signature de 13 conventions de partenariat entre le FNDA et les PSF ; – Organisation d'un atelier de concertation FNDA-ATDA ; – Mise en œuvre du plan de surveillance à travers i) l'élaboration de 16 protocoles de partenariat entre l'ABSSA et les autres structures de contrôles du MAEP (DDAEP, DPV, DE, DPH et LCSSA) ; ii) la signature de 10 protocoles de partenariat entre l'ABSSA et				

							la Direction de la Production Végétale (DPV), la Direction de l'Elevage (DE), les DDAEP du Zou, de la Donga, des Collines, de l'Ouémé, du Mono, du Couffo, de l'Atlantique et du Littoral ; – Formation 29 pépiniéristes et 16 Conseillers Anacarde sur élaboration du plan d'affaires à Glazoué – Formation à N'Dali des Conseillers Anacarde et CCeC puis d'un cadre de la DRC ATDA Pôle 4 sur la Récolte et Poste-Récolte et Qualité des noix d'anacarde 29 Coopératives Villageoises des Producteurs de Coton (CVPC) ont été suivies et contrôlées dans le département de l'Alibori ; – Formation de 50 femmes transformatrices sur les bonnes pratiques de transformation et d'hygiène pour l'obtention du fromage et autres dérivés du soja ; – 255 dossiers ont obtenu avis favorable pour transmission à la Banque la ligne de garantie PADA – Recrutement 126 animateurs et lancement activités pour diffusion des technologies à grande échelle au profit de la filière ananas ; – Formation/recyclage des animateurs, superviseurs et des acteurs des PI dans les 7 ATDA – Renforcement des capacités de 75 Organisations de Producteurs des communes d'intervention du PSAAB sur la vie associative, la gestion des organisations paysannes, l'élaboration des projets, la recherche de financement, la gestion des crédits et l'organisation des filières agricoles ; – Financement des ATDA pour l'appui à la création et la mise en œuvre du système de warrantage dans 15 villages (Convention PAPAPE-ATDA) ; – Organisation Visite d'échanges avec l'entreprise DIZENGOFF au Ghana sur la mise en place et la gestion d'une serre PADMAR) ; – Suivi des activités d'accompagnement de 450 bénéficiaires par le dispositif du Comité d'Identification des Structures d'Appui et d'Encadrement des PME/PMI (CISAE) porté				

							par l'ANPME (formalisation, formation en gestion, élaboration des états financiers, élaboration des plans d'affaires) ; – Formation 675 bénéficiaires deuxième vague sur outil cluster pour mise en marché des produits agricoles dans les 7 PDA (PDAB) ; – Formation 18 331 (dont 5 788 femmes soit 31,57 % de femmes) producteurs de riz répartis dans les 7 PDA sur le Système de Riziculture Intensive (SRI) et des itinéraires techniques autres que le SRI. – Acquisition 03 batteuses vanneuses et 08 bâches au profit transformateurs de manioc du pôle 6 – Acquisition de 19 kits d'étuvage au profit coopératives étuveuses de riz – Réception provisoire de 5 hangars de vente de fromage (Nikki) – Réfection en cours 10 hangars pour la commercialisation des produits maraîchers à Kpomassè – Un lot petits matériels et équipements au profit 10 semenciers de cultures maraîchers formés – Construction de 03 hangars de marchés à Sèhoué (Toffo) par l'ATDA pôle 7 (95% environ) – Conduite d'une étude technique et préparation de DAO pour la construction de marché à Sèmè Kraké : travaux exécutés à 75% – Réception et mise à disposition de trois hangars de 05 places chacun à Guèmè (Toffo)				
Programme 3 **Elevage**	Personnel (1)	281 006 000	140 503 000	50,00	140 503 000	50,00	– 600 noyaux (600 mâles et 1200 femelles) reproducteurs améliorateurs de petits ruminants mis en place – 3940 noyaux (3940 mâles et 19700 femelles) reproducteurs améliorateurs de volailles mis en place – Mise en place de la deuxième vague des kits avicoles par le PSAAB – Mise en place de 177,3 tonnes d'aliments pour volaille et 30 tonnes d'aliments pour petits ruminants	Part des productions animales à la croissance du PIB agricole			
	ABS (2)	56 538 000	19 049 000	33,69	19 049 000	33,69		Taux d'accroissement de la production des principales filières animales (Viande, Œuf, Lait)			
	Transfert (3)	291 541 000	4 779 000	1,64	0	0,00		Taux d'accroissement du rendement des principales filières animales (Viande, Œuf, Lait)			

	Total dépenses ordinaires (4) = (1) +(2) + (3)	**629 085 000**	**164 331 000**	**26,12**	**159 552 000**	**25,36**	– Organisation des ceintures vaccinales dans onze (11) départements autour des localités bénéficiaires du volet petit élevage du PADA : 496 991 petits ruminants ont été vacciné – Acquisition et mise en place des produits vétérinaires (Antibiotiques, Déparasitants et Vaccins) au profit des Unités d'application (Fermes de Kpinnou, Samiondji, Okpara, Bétécoucou) – Organisation 2 séances de sensibilisation pour deux campagnes de vaccination d'avril et d'octobre – Organisation de deux missions d'appui et de suivi des activités des PNDF Viande, Lait et œufs – Pré-vulgarisation du code de l'élevage auprès des agents des DDAEP, ATDA et OPA – Formation 30 éleveurs sur techniques de fabrication de blocs multi nutritionnels densifiés pour ruminants à Malanville – Renforcement capacités de 190 aviculteurs modernes sur 07 différentes thématiques relatives à la filière – Formation 4540 éleveurs sur techniques améliorées en aviculture traditionnelle et en élevage de petits ruminants – Poursuite des activités de réalisation de forage équipé et superstructures – Finalisation du marché à bétail de Zè	Degré de compétitivité des produits			
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	0	0		0			Proportion des exploitants agricoles ayant adopté au moins une pratique d'élevage résiliente animaux			
	Transfert en capital (6)	1 000 000 000	0	0,00	0	0,00					
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	**1 000 000 000**	**0**	**0,00**	**0**	**0,00**					
	Total P3 (8) = (4) + (7)	**1 629 085 000**	**164 331 000**	**10,09**	**159 552 000**	**9,79**					
Programme 4 **Pêche et Aquaculture**	Personnel (1)	136 195 000	68 097 500	50,00 %	68 097 500	50,00%	Mise en place de 117 000 alevins et 3 510 Kg d'aliment poisson au profit de 163 pisciculteurs dans 14 communes du pôle 7 (Abomey-Calavi, Allada, Toffo, Zè, Kpomassè, Ouidah, Tori-Bossito, Adjarra, Akpro-Missérété, Porto-Novo, Avrankou, Dangbo, Sèmè-Podji et Adjohoun) ; – Acquisition de 55 tonnes de provende extrudée réparti en 32,750 tonnes au profit des bénéficiaires du PADA-FA et 22,250 tonnes au profit de 400 (186 femmes soit 46,4%) pisciculteurs appuyés par PADA-Nutrition – Réception et mise en valeur de 106 étangs piscicoles non vidangeables au niveau du village aquacole de Mondotopka à Dangbo ;	Part des productions halieutiques à la croissance du PIB agricole - Taux d'accroissement du rendement et de la production des principales filières halieutiques - Taux d'accroissement de la production des principales filières halieutiques			

							– Plus de 16 pisciculteurs clés sont nouvellement certifiés dans les 7 départements cible du PROVAC 1 – Plus de 3 pisciculteurs clés sont certifiés en dehors de la zone du PROVAC-1 – 20 pisciculteurs formés sur approche « fermier à fermier » au niveau ferme pisciculteur clé de Parakou	- Degré de compétitivité des principaux produits halieutiques - Taux d'application des technologies résilientes vulgarisés			
	ABS (2)	66 538 000	16 000 000	24,05	8 000 000	12,02					
	Transfert (3)	300 000 000	209 019 062	69,67	113 618 606	37,87					
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) +(2) + (3)	**502 733 000**	**293 116 562**	**58,30**	**189 716 106**	**37,74**					
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	350 000 000	24 518 260	7,01	24 518 260	7,01					
	Transfert en capital (6)	500 000 000	0		0						
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	**850 000 000**	**24 518 260**	**2,88**	**24 518 260**	**2,88**					
	Total P4 (8) = (4) + (7)	**1 352 733 000**	**317 634 822**	**23,48**	**214 234 366**	**15,84**					
RECAPITULATIF	Personnel (1)	6 626 350 000	3 313 175 000	50,00	3 313 175 000	50,00					
	ABS (2)	4 897 624 000	1 304 368 592	26,63	1 177 573 055	24,04					
	Transfert (3)	21 511 316 000	6 459 893 773	30,03	4 373 001 088	20,33					
	Total dépenses ordinaires	3 303 529 000	**11 077 437 365**	**33,53**	**8 863 749 143**	**26,83**					
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	30 586 379 000	21 951 883 315		14 245 625 508	46,58					
	Transfert en capital (6)	7 285 000 000	437 105 143		570 000 000	7,82					
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	**37 871 379 000**	**22 388 988 458**		14 815 625 508	**39,12**					
	Total (8) = (4) + (7)	**70 906 669 000**	**33 466 425 823**		**23 679 374 651**	**33,40**					

VIII. ESTIMATIONS D'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2020

A. Estimations des recettes du budget de l'Etat à fin décembre 2020

Tenant compte des effets des bonnes performances économiques attendues à fin décembre 2020 et au regard des réformes structurelles en cours dans les administrations financières pour une mobilisation accrue des recettes de l'Etat, le niveau de recouvrement des ressources du budget général (budget annexe et compte d'exploitation spéciale compris) atteindrait **93,2%** des prévisions annuelles de 1 333 000 millions FCFA.

Somme toute, le niveau de réalisation des ressources de la loi de finances s'établirait à 109,3% des prévisions annuelles. Il se dégage une hausse de **185 000 millions de FCFA, essentiellement portée par la mobilisation des ressources de trésorerie.**

Le tableau ci-après renseigne sur les projections à fin décembre 2020, par composante du budget de l'Etat.

Tableau n°22 : Estimation des recettes budgétaires au 31 décembre 2020 (en millions de FCFA)

Nature des recettes budgétaires	Prévisions 2020	Exécution à fin juin		Réalisations attendues au 31/12/2020	
		Réal.	Taux (%)	Réal.	Taux (%)
Recettes fiscales et non fiscales (Douanes)	457 500	160 283,1	35,0	328 500	71,8
Recettes fiscales (Impôts)	591 200	304 404,6	51,5	531 100	89,8
Recettes non fiscales (Trésor public)	119 231	48 127,6	40,4	108 331	90,9
Total des régies	**1 167 931**	**512 815,3**	**43,9**	**967 931**	**82,9**
ANDF	5 000	1 285,3	25,7	5 000	100,0
Budget annexe du FNRB	52 269	21 538,1	41,2	52 269	100,0
Caisse Autonome d'Amortissement	10 000	2 988,9	29,9	10 000	100,0
Comptes d'affection spéciale	13 000	1 701,5	13,1	12 000	92,3
Autres recettes budgétaires	**84 800**	**35 079,6**	**41,4**	**194 903**	**229,8**
TOTAL budget de l'Etat	**1 333 000**	**575 408,7**	**43,2**	**1 242 103**	**93,2**
Nouveaux emprunts (ressources de trésorerie)	**653 910**	**767 109,8**	**117,3**	**930 132**	**142,2**
TOTAL loi de finances	**1 986 910**	**1 342 518,5**	**67,6**	**2 172 235**	**109,3**

Source : DGB/MEF, août 2020

B. Estimation des dépenses du budget de l'Etat à fin décembre 2020

Les dépenses budgétaires de l'Etat ont atteint à fin juin 2020, un montant de **623 146,7 millions de FCFA** sur une prévision semestrielle de 617 271 millions de FCFA, représentent **101,0%** de l'objectif semestriel et **45,4%** des prévisions annuelles. Ces engagements de dépenses sont essentiellement consacrés à la poursuite des chantiers ouverts dans le cadre de la mise en œuvre du PAG 2016-2021, au

renforcement des mesures sociales dans divers secteurs, en l'occurrence, l'éducation, la santé, les affaires sociales, etc.

En fonction de l'évolution des travaux et de l'engagement du Gouvernement à assurer la couverture intégrale des charges liées aux différents programmes sociaux en cours de mise en œuvre, le niveau d'exécution du budget de l'Etat se situerait en fin de gestion 2020 autour de **114,9%** des prévisions annuelles qui sont de montant 1 486 900 millions de FCFA.

Globalement, les charges de la loi de finances pour la gestion 2020 ressortiraient à **109,4% des prévisions annuelles**, soit une augmentation de **187 325 millions de FCFA**.

Cette hausse dans l'engagement des dépenses est portée, entre autres, par la mise en place des mesures sociales en réponse à la pandémie de COVID-19 (dépenses d'acquisitions de biens et services, subventions au secteur privé, transferts directs aux populations les plus vulnérables, etc.) et la poursuite du renforcement des moyens pour la réalisation des infrastructures de soutien à la croissance économique dans plusieurs secteurs à savoir : économie numérique, cadre de vie, tourisme, routes, eau et énergie, etc.

Par nature de dépenses, les niveaux d'exécution à fin juin 2020 et les projections à fin septembre et fin décembre 2020 sont présentés dans le tableau ci-après :

Tableau n°23 : Estimation des dépenses budgétaires au 31 décembre 2020 (en millions de FCFA)

Nature des dépenses budgétaires	Prévisions 2020	Exécution à fin juin		Atterrissage au 31/12/2020	
		Engag.	Taux (%)	Engag.	Taux (%)
Dépenses ordinaires	**895 900**	**458 139,2**	**51,1**	**1 071 926**	**119,6**
Dépenses de Personnel	407 750	196 854,7	**48,3**	407 750	100,0
Charges financières de la dette	162 300	90 679,1	**55,9**	162 300	100,0
Dette intérieure	*102 370*	51 476,2	***50,3***	*102 370*	*100,0*
Dette extérieure	*59 930*	39 202,9	***65,4***	*59 930*	*100,0*
Dépenses d'acquisitions de biens et services	110 650	53 915,5	**48,7**	197 958	178,9
Dépenses de transfert	215 200	116 689,9	**54,2**	303 918	141,2
Dépenses en capital	**485 500**	**263 016,2**	**54,2**	**530 299**	109,2
Financement intérieur	274 300	149 947,5	**54,7**	301 175	109,8
Financement extérieur	211 200	113 068,7	**53,5**	229 124	108,5
Budget annexe du FNRB	89 000	**45 031,2**	**50,6**	**89 000**	100,0
Comptes d'affection spéciale	16 500	3 594,7	21,8	17 500	106,1
TOTAL budget de l'Etat	**1 486 900**	**767 781,2**	**51,8**	**1 708 725**	**114,9**
Charges de trésorerie	500 010	176 096,0	**35,2**	**465 510**	**93,1**
TOTAL loi de finances	**1 986 910**	**945 877,3**	**47,6**	**2 174 235**	**109,4**

Source : DGB/MEF, août 2020

CONCLUSION

De la revue de milieu d'année de l'exécution de la loi de finances, gestion 2020, il est à retenir deux points clés :
Au plan budgétaire, le niveau de réalisation des recettes du budget de l'Etat est de **92,8%** de l'objectif semestriel de 620 203 millions de FCFA. Rapportant aux prévisions annuelles qui sont de **1 333 000 millions de FCFA**, le recouvrement des taxes, impôts, droits de douane et autres produits atteint s'établit **43,2%.**
Du côté de la consommation des crédits, les dépenses de l'Etat ont été engagées pour **769 781,2 millions de FCFA**, soit respectivement **112,6%** de l'objectif semestriel et **51,8%** des prévisions annuelles de montant 1 486 900 millions de FCFA.

Au plan d'exécution des activités des plans de travail annuel, l 'analyse du cadre de performance des ministères permet d'observer des taux d'exécution physique des programmes budgétaires relativement acceptables au regard du contexte actuel, en lien avec le niveau de consommation des crédits.

A l'horizon, des pistes d'amélioration sont déjà identifiées et en cours de mise en œuvre pour favoriser la bonne dynamique dans la mobilisation des recettes fiscales et non fiscales. De même, la poursuite et la consolidation des réformes fiscales au niveau des administrations financières demeurent une priorité pour le Gouvernement. A ce titre, à fin décembre 2020, le niveau de recouvrement atteindrait au moins **93,2% des recettes budgétaires.**

Au plan d'exécution de la dépense publique, la tendance qui s'observe au premier semestre 2020 dans la consommation des crédits d'investissement et la mise en œuvre des mesures sociales devra se consolider au regard des plans d'engagement et de passation des marchés publics mis en place dans les ministères. Sur cette base, le niveau d'engagement des dépenses du budget de l'Etat s'établirait à **114,9% en fin de gestion 2020.**